

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

FONDS DE RENOVATION DE LA
VIEILLE VILLE

Etablissement public créé par la loi du
29 juillet 1993



RAPPORT D'ACTIVITE
ET BILAN
1995

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

FONDS DE RENOVATION DE LA VIEILLE VILLE

Etablissement public créé par la loi du
29 juillet 1993

RAPPORT D'ACTIVITE ET COMPTES ANNUELS 1995

Présidence du comité-directeur: Hôtel des Terres Rouges, 4, boulevard Roosevelt, L-2940 Luxembourg
Téléphone: 478 33-21/-22/-28 Téléfax: 46 27 09

Table des Matières

I. Généralités	5
II. Organisation du Fonds	6
III. Travaux du Fonds	8
1. Programme pour le Musée	
2. Le Marché-aux-Poissons	
3. Levé des bâtiments	
IV. Recherches historiques	13
1. L'engagement pour la protection de la Vieille Ville	13
Sinn und Zweck der Denkmalpflege	
Bedeutung der Bauforschung für die Erhaltung und Erneuerung der Altstadt	
Bauforschung des „Fonds de Rénovation“ in der Altstadt Luxemburgs	
2. Histoire	19
L'analyse des sources iconographiques (plans et vues anciens)	
L'analyse des sources écrites	
3. Architecture	22
Stadtraum und Haustypus	
4. Histoire de l'art	26
Das Vergleichsalbum der architektonischen Elemente	
5. Archéologie	28
Fischmarkt	
Garten des Justizpalastes	
6. Le Palais de Justice	32
Entstehungsgeschichte	
Bauhistorische Untersuchungen	
7. Les maisons de l'îlot B	42
Häuseranalyse	
Baubestandsaufnahme	
Les fonds d'archives consultés	
Fiche type résumant les résultats de la recherche archivistique	
V. Annexe: Loi du 29 juillet 1993	56
VI. Comptes annuels	58
Rapport de révision	
Bilans aux 31 décembre 1995 et 1994	
Comptes de profits et pertes pour les exercices clôturés aux 31 décembre 1995 et 1994	
Notes aux comptes annuels au 31 décembre 1995	



II. Organisation du Fonds

Conformément à la loi organique du Fonds, le comité-directeur opère sous l'autorité et la responsabilité politique de Monsieur Robert Goebbels, Ministre des Travaux Publics.

1. Comité-directeur

Président:

Fernand PESCH	administrateur général du Ministère des Travaux Publics
---------------	---

Membres:

Roland BALDAUFF	directeur de l'administration des Bâtiments Publics
Georges CALTEUX	directeur du Service des Sites et Monuments Nationaux
Jean HORGER	architecte-directeur de la Ville de Luxembourg représentant de la Ville
Daniel MILTGEN	conseiller de Gouvernement 1 ^{ère} classe du Ministère du Logement
Fernand OTTO	directeur-adjoint de l'administration des Bâtiments Publics
Paul REILES	directeur du Musée National d'Histoire et d'Art
Jeannot WARINGO	directeur de l'Inspection Générale des Finances
Gustave ZANTER	représentant des riverains

2. Secrétariat

Paul MERTZ	inspecteur ppal 1 ^{er} en rang au Ministère des Travaux Publics
Patrick PERLIC	inspecteur au Ministère des Travaux Publics
Gilbert SCHMIT	attaché de Gouvernement au Ministère des Travaux Publics

3. Collaborateurs du Fonds

Pierre KIEFFER	architecte-chef de projet
Christiane BIS-WORCH	archéologue médiéviste
Antoinette LORANG	historienne de l'art

Michel MARGUE	historien, professeur
Isabelle YEGLES-BECKER	archéologue historienne
Olga MENDES	secrétaire-dactylo

4. Chargés d'études

PAS JOURDAN + MÜLLER, FRANKFURT/MAIN
BERENSCHOT OSBORNE S.A., BRUXELLES
HOFFSUMMER + HOUBRECHTS, LIEGE

5. Réviseurs d'entreprises

COOPERS & LYBRAND, S.C., LUXEMBOURG

III. Travaux du Fonds

Les travaux du Fonds, en cette deuxième année, ont porté pour l'essentiel sur deux volets, à savoir l'approfondissement des études concernant l'affectation future des quatre îlots et un important travail de recherche sur les aspects esthétiques, historiques et archéologiques du quartier. Les travaux répondent ainsi aux objectifs de base de la mission du Fonds, qu'il y a lieu de rappeler brièvement:

1. Revalorisation et revitalisation de la Vieille Ville en y favorisant une affectation mixte, avec priorité à l'habitat.
2. Sauvegarde du patrimoine culturel en promouvant une recherche scientifique avant le commencement des travaux sur le terrain.

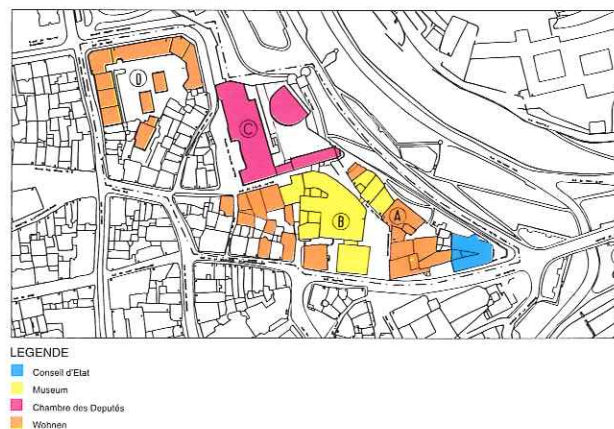
Dans l'étude de potentialité et l'étude des fonctions, différentes possibilités de réaménagement des îlots avaient été analysées, montrant à chaque fois les avantages et les inconvénients de ces options. Il en ressortait clairement que pour atteindre les objectifs visés, au moins l'une des deux grandes institutions publiques, qui occupent actuellement la majeure partie des îlots, – institutions judiciaires et musée – devrait être transférée vers un autre site. Aussi le comité du Fonds était-il unanime pour préconiser la variante qui prévoit le départ des institutions judiciaires, ce qui a l'avantage de permettre de réaffecter l'îlot D à l'habitat et de réorganiser l'intérieur de cet îlot avec la possibilité de créer un parking souterrain, réservé principalement aux habitants du quartier.

Le Musée National d'Histoire et d'Art, par contre, devrait rester dans le quartier puisqu'il constitue un pôle d'attraction non négligeable au sein de la ville, à condition d'être réaménagé. Toutefois certaines maisons d'habitation dans l'îlot B, actuellement occupées par les services du Musée, seraient à récupérer pour le logement.

Pour l'îlot A, la variante retenue prévoyait le maintien du Musée folklorique et du Conseil

d'Etat. Un agrandissement de ce dernier ne pourra se faire qu'au détriment de la clinique St Joseph adjacente. Le Fonds devrait donc se porter acquéreur de celle-ci et transformer la partie restante en logements.

Enfin le Fonds avait proposé, au moment où la discussion concernant le projet d'une nouvelle Chambre des Députés dans l'îlot Printz battait son plein, de transférer celle-ci dans l'ancien Palais de Justice, dernier bâtiment représentatif dans le quartier.



Variante extraite de l'étude de potentialité

Avec la décision du bureau de la Chambre de renoncer à la construction d'un nouvel hémicycle et de ne prévoir que des bureaux dans les maisons Richard et Printz, la question d'une nouvelle affectation pour le Palais de Justice reste ouverte dans l'hypothèse d'un déménagement des institutions judiciaires.

Aussi les travaux du Fonds se sont-ils concentrés sur les deux îlots B et C, respectivement le Musée et le Palais de Justice, en posant la question d'une réorganisation du Musée, permettant également de récupérer des surfaces pour l'habitat, et d'une éventuelle reconversion du bâtiment du Palais de Justice en Musée.



1. Programme pour le Musée

La nécessité d'une réorganisation du Musée ne fait plus de doute. Plusieurs facteurs y concourent :

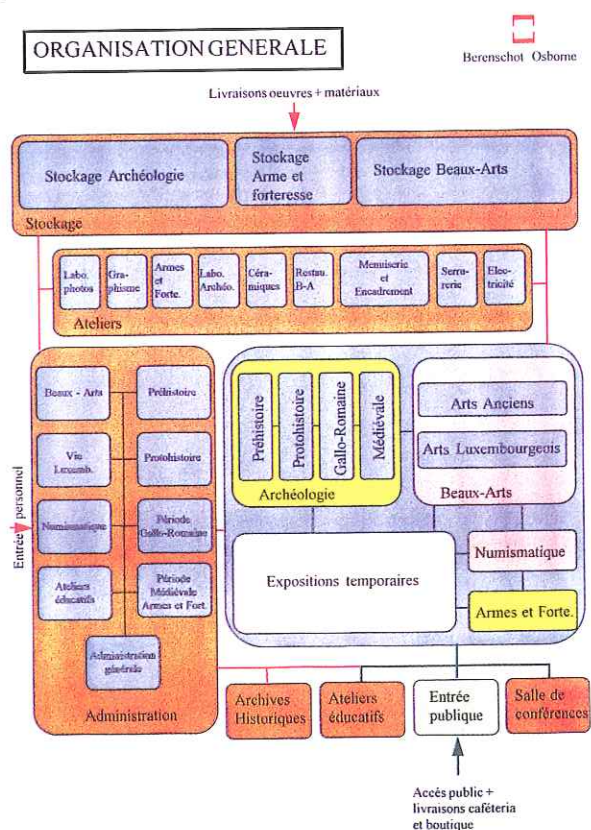
- le départ du Musée d'Histoire Naturelle libère sur différents étages des surfaces qui seront à réintégrer dans un circuit logique;
- les maisons d'habitation, accaparées au fil des années pour y loger dépôts, ateliers et administration, sont à reconvertir en logements;
- la structure du bâtiment, résultat de nombreuses extensions et transformations, rend difficile l'orientation pour le visiteur et ne répond plus aux critères de fonctionnalité et de sécurité d'un musée moderne;
- la création d'un Centre d'Art Contemporain et d'un Centre Culturel Luxembourgeois influera sur le futur programme du Musée National d'Histoire et d'Art.

Le Fonds a donc fait établir une étude qui a pour objectif de définir d'abord les besoins du Musée National d'Histoire et d'Art – besoins fonctionnels, spatiaux et techniques – avant d'analyser les possibilités d'hébergement ou encore les problèmes d'adéquation des bâtiments existants au programme établi et aux exigences posées.

L'étude, établie en concertation avec les responsables du Musée, comporte dans une 1^{ère} partie les volets suivants :

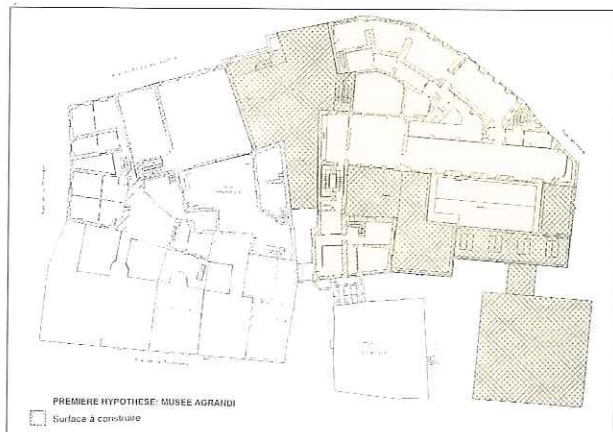
- missions du Musée,
- organigramme et description des différentes sections et de leur fonctionnement,
- diagramme des relations internes,
- programme détaillé des besoins spatiaux,
- exigences spécifiques des différentes fonctions concernant la logistique, la sécurité, le confort, la gestion et l'exploitation.

La mise au point du programme a été facilitée sans aucun doute par les préparatifs pour la grande exposition archéologique «Empreintes du passé.» Cette exposition montre, dans un cadre original apprécié par le public, des collections entières, jusque-là enfouies dans les dépôts, faute de place.

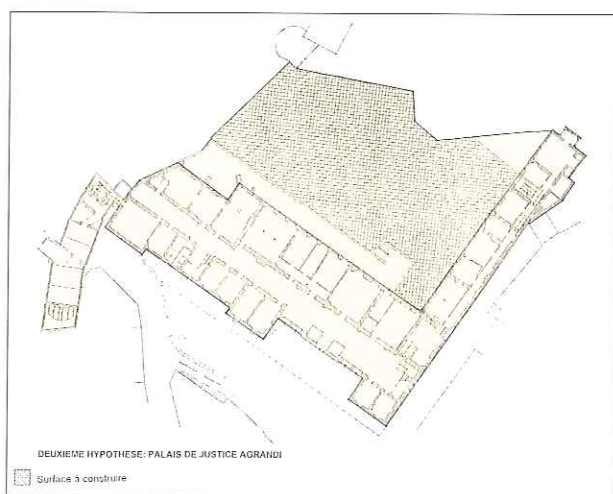


Les besoins spatiaux et fonctionnels étant ainsi définis, l'étude montre ensuite différentes hypothèses d'hébergement à l'intérieur des îlots B et C, parmi lesquelles trois variantes seront analysées de plus près :

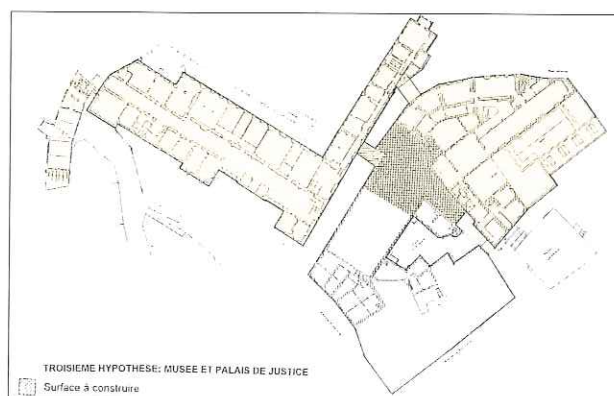
1. le musée actuel, sans les maisons autour de la cour intérieure, mais transformé et agrandi par une construction nouvelle sur la place du Marché-aux-Poissons.



2. l'ancien Palais de Justice agrandi par une construction souterraine dans le jardin arrière.



3. l'ancien Palais de Justice ensemble avec le musée actuel sans les maisons d'habitation autour de la cour.



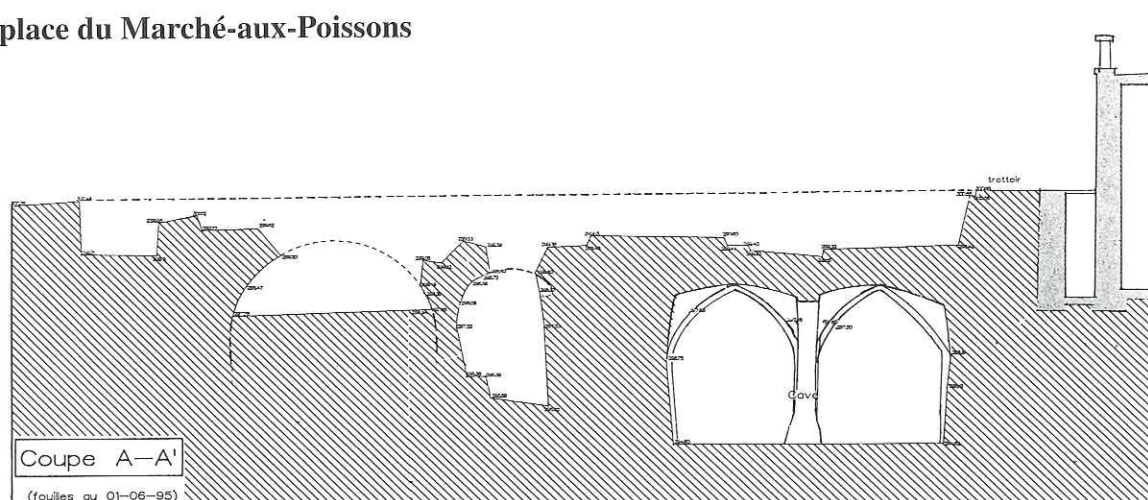
Si cette dernière solution semble le mieux correspondre aux surfaces exigées, elle présente cependant des inconvénients notoires en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement.

La variante 2 nécessiterait d'importants travaux de construction et de transformation sans pour autant donner un fonctionnement intérieur optimal.

La variante 1 présente certes un déficit en surface d'exposition et les travaux de construction ne seront pas des moindres, mais elle semble garantir le meilleur fonctionnement et la meilleure intégration dans le quartier. Avec la nouvelle construction sur la place, l'ancienne cave du Marché-aux-Poissons pourrait être incorporée dans le complexe du musée et rendue accessible au public. Il reste à voir si le manque de surface ne pourrait pas être comblé par adjonction de l'aile latérale du Palais de Justice.



2. La place du Marché-aux-Poissons



Les fouilles entamées sur la place du Marché-aux-Poissons et dans le jardin du Palais de Justice ont été achevées en 1995.

Les fouilles étaient destinées, en dehors de leur intérêt archéologique, à sonder les sous-sols en ces endroits où l'étude de potentialité et des fonctions avait prévu des constructions nouvelles.

Pour le Marché-aux-Poissons, un plan précis a été dressé renseignant sur la cave souterraine, l'épaisseur de sa voûte, les niveaux de la roche et toutes autres cavités. Les murs porteurs de l'ancien bâtiment du Conseil provincial ont pu être repérés, mais seulement partiellement.

L'aménagement en sous-sol des W-C aux abords de la rue Wiltheim avait détruit la partie la plus intéressante de ces structures, puisque les caves étaient orientées vers cette rue, d'où elles avaient leur accès.

La décision de remblayer la place fut prise ensemble avec les archéologues. Le Fonds dispose maintenant de données suffisantes pour pouvoir faire élaborer à tout moment un projet de construction au-dessus de la cave voûtée.

En attendant, les responsables du Fonds ont convenu, d'un commun accord avec la Ville, de réaménager la place et de l'offrir exclusivement aux piétons, qui y retrouvent l'ancien pavé, longtemps enfoui sous une couche d'asphalte.

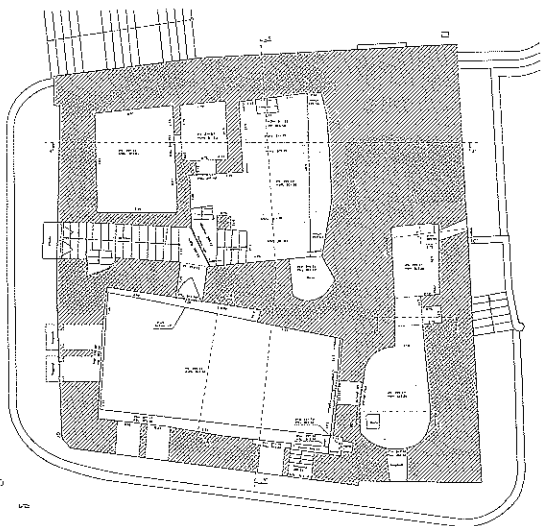


3. Levés des bâtiments

Les levés des immeubles du Palais de Justice, du Musée National d'Histoire et d'Art et de la maison dite «Gölle Klack», commencés dès la première année, ont été achevés. Ils sont complétés par des coupes et des dessins de façade réalisés par procédé photogrammétrique. Les plans, disponibles sur support informatique, renseignent également sur certains éléments décoratifs tels que les plafonds de stuc et constituent une bonne base pour tout projet de réaménagement et de rénovation.

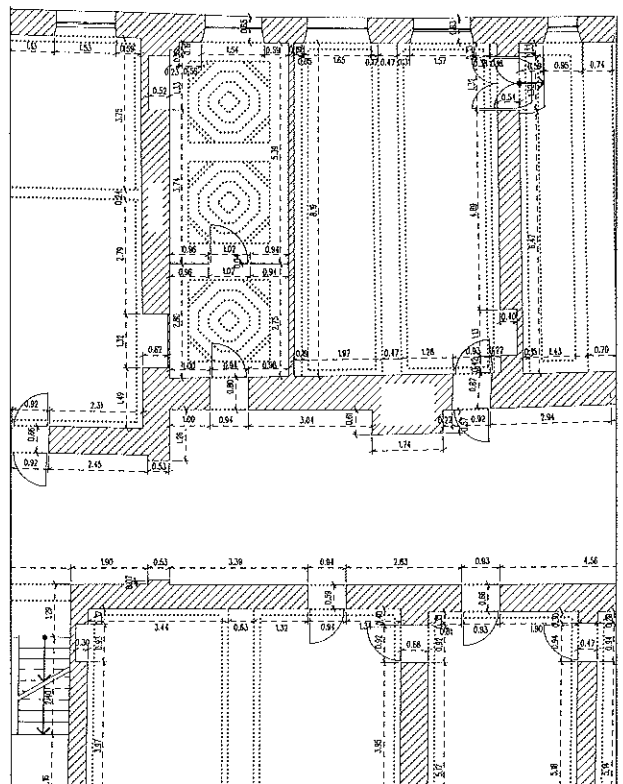


*Gölle Klack: façade sud
et plan de la cave*



Palais de Justice: partie de la façade antérieure.

Détail du plan du 1er étage.



IV. Recherches historiques

1. L'engagement pour la protection de la vieille ville

Dès sa création en juillet 1993, le Fonds de Rénovation considérait la protection de la vieille ville comme un de ses principaux objectifs. L'avis émis par la Chambre des Députés concernant le projet de loi relatif à la création du Fonds est très clair en ce sens:

...Il ne suffit plus de restaurer quelques pans de mur ou façades plus ou moins esthétiques et de vider parallèlement les immeubles de leur structure interne. A cet égard, il importe de ne plus ignorer la composante scientifique inhérente à tout projet de restauration: un travail de recherche de base à réaliser par les historiens, les archéologues, les historiens de l'art, les sociologues, les architectes voire les spécialistes de la circulation routière...

En 1994, la vieille ville de Luxembourg fut élevée au rang de patrimoine mondial par l'UNESCO. Cette qualification n'a pas seulement une valeur symbolique, mais demande aussi un engagement concret pour la protection de ce patrimoine.



L'UNESCO émet le libellé suivant: «Les vieux quartiers et les fortifications de la Ville de Luxembourg montrent dans un environnement naturel saisissant, des vestiges impressionnants de l'ancienne cité.»

La vieille ville de Luxembourg – en tant qu'ensemble et non seulement ses bâtiments de prestige – est à considérer comme un monument historique.

L'extension de la notion «monument historique» à des ensembles de bâtiments et des sites à protéger fut retenue dès 1964 dans la Charte Internationale de Venise. Celle-ci sert de référence à toute intervention architecturale en milieu historique. Elle contient des directives importantes en vue de la protection et de la restauration des monuments dont le Fonds voudrait s'inspirer pour orienter ses travaux.

Extrait de la Charte de Venise, 1964

Art. 1: *La notion de monument historique comprend la création architecturale isolée aussi bien que le site urbain ou rural qui porte témoignage d'une civilisation particulière, d'une évolution significative ou d'un événement historique. Elle s'étend non seulement aux grandes créations mais aussi aux œuvres modestes qui ont acquis avec le temps une signification culturelle.*

Art. 3: *La conservation et la restauration des monuments visent à sauvegarder tout autant l'œuvre d'art que le témoin d'histoire.*

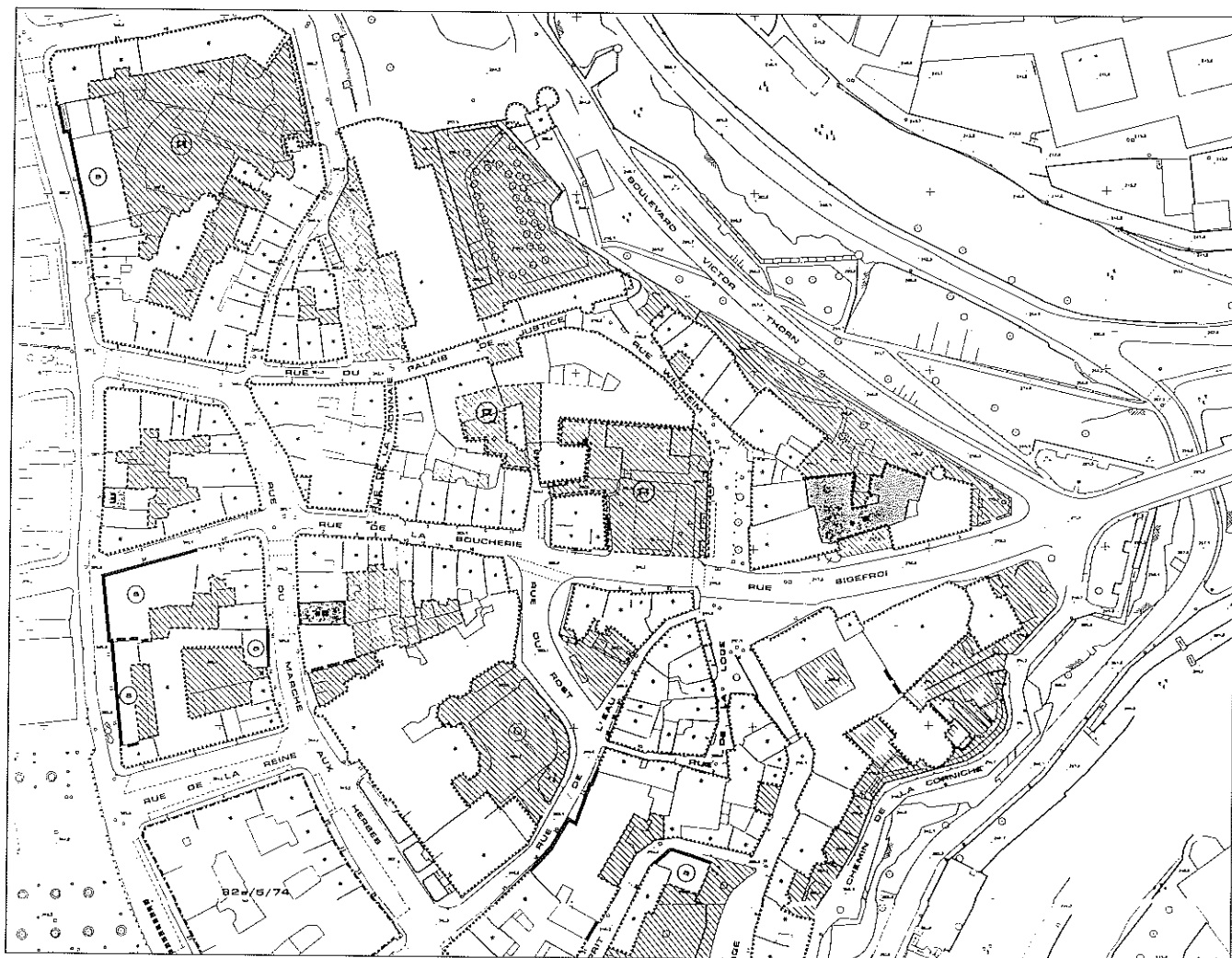
Art. 14: *Les sites monumentaux doivent faire l'objet de soins spéciaux afin de sauvegarder leur intégrité et d'assurer leur assainissement, leur aménagement et leur mise en valeur.*

Sinn und Zweck der Denkmalpflege

Maßnahmen zur Erhaltung von Denkmälern sind bereits seit der Antike bekannt. Schon bei den Römern sorgten Baugesetze für die Erhaltung von Bauwerken, die zu Ehren historischer Ereignisse oder bestimmter Persönlichkeiten errichtet wurden und von nutzbaren alten Bauten, deren Verfall aus wirtschaftlichen Gründen verhindert werden sollte. Der moderne Denkmalkbegriff, aus dem unser heutiges Denkmalverständnis sich ableitet, entstand zur Zeit der Renaissance.

Während das 19. Jh. einen regelrechten Denkmalkult erlebte, erfuhr der Denkmalkbegriff im 20. Jh. eine Erweiterung und Nuancierung. Als Denkmäler gelten nicht mehr nur bedeutende kunst- oder kulturhistorische Bauwerke wie Burgen, Schlösser und Kirchen, sondern auch die Zeugen der Alltagsgeschichte, der Entwicklung von Industrie und Technik u.ä.. Zu den Dokumenten der Alltagsgeschichte gehören nicht zuletzt die Wohnhäuser, nicht nur der wohlhabenden Bevölkerungsschichten, sondern gerade auch der „kleinen Leute“. Ganze Altstadtviertel werden in diesem Sinne als Denkmalgebiete bzw. Schutzzonen ausgewiesen.

Le secteur protégé de la vieille ville de Luxembourg est précisé par un plan d'urbanisme de détail (P.U.D.). Celui-ci désigne () les maisons dont l'aspect extérieur est à préserver ou à restaurer. La réglementation stipule encore qu'un grand soin est à apporter à la préservation des structures portantes ainsi que des autres aménagements intérieurs tels que cheminées, escaliers, menuiseries, etc.*

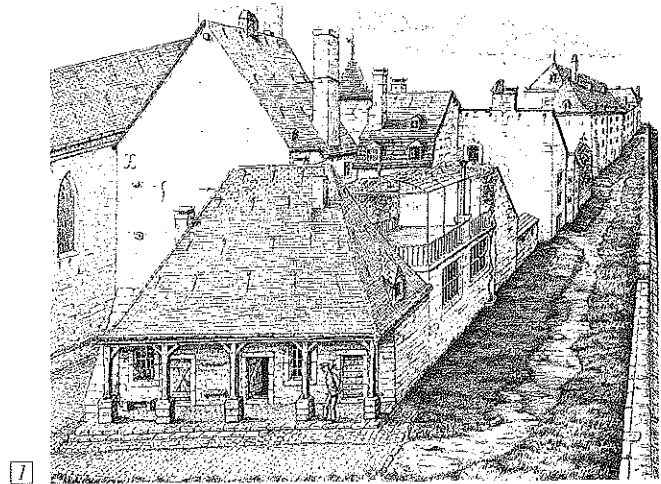


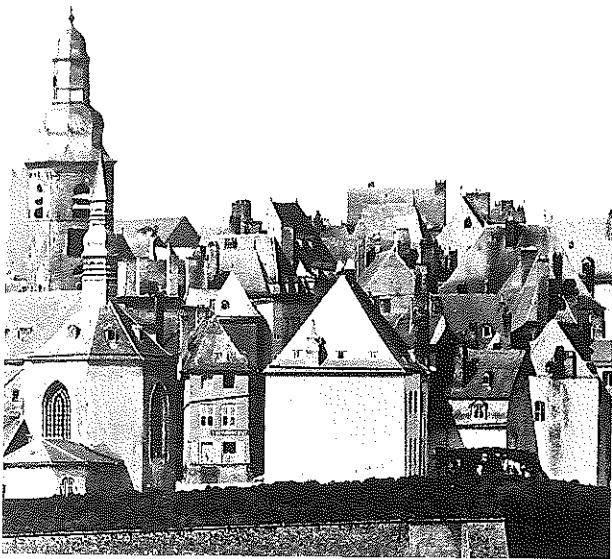
Die Erhaltung der Altstadt setzt eine gewisse Pflege voraus, eine „Denkmalpflege“. Die Denkmalpflege ist nicht Selbstzweck, sondern erfüllt eine für die Gesellschaft wichtige kulturhistorische Aufgabe. Die Erhaltung von geschichtlichen Zeugen in einer sich immer schneller verändernden Welt ist eine Verpflichtung, die wir unserer Nachwelt schuldig sind. Die Zerstörung von historischen Denkmälern ist unwiderruflich, keine Nachbildung und sei sie noch so perfekt, kommt an das Original heran. Denn nur das Original hat eine ihm eigene „Aura“ (Walter Benjamin). Die besondere Ausstrahlung, die historischen Gebäuden und alten Stadtvierteln anhaftet, hängt zusammen mit ihrer Geschichte, d.h. mit der Geschichte ihrer Bewohner und Benutzer und den Spuren, die sie hinterlassen haben. Der historische Ort weckt Erinnerungen der Menschen, die dort gelebt haben, für die er eine Heimat darstellt. Werden nun diese Spuren beseitigt, sei es durch Entkernung der Häuser oder auf alt getrimmten Wiederaufbau gehen nicht nur greifbare Zeugen der Geschichte, sondern auch das besondere Flair der Altstadt verloren.

An uns liegt es, die Geschichte zu würdigen, sie nachzuerzählen und sie fortzusetzen. So wenig Sinn es macht, die historische Bausubstanz einer radikalen Erneuerung zu unterziehen, so wenig macht es Sinn, einen bestimmten historischen Zustand unveränderbar konservieren zu wollen. Im Gegenteil, auch unsere Zeit ist gefordert, einen Anteil zu leisten, einen Anteil allerdings, der das Historische behutsam ergänzt anstatt sich aufzudrängen oder es gar zu verdrängen.

Métamorphose d'une des plus anciennes parties de la ville:

- 1) *Dessin fait par le banquier Ernest Werling du haut du bastion, montrant sa maison avec terrasse et pergola, derrière le corps de garde. A noter le chemin public longeant les remparts.*
- 2) *Lithographie d'après un dessin de J.B. Fresez de 1829. A l'abri du bastion, le corps de garde adossé au pignon nu de la maison.*
- 3) *Une des premières photographies de la ville vers 1860.*



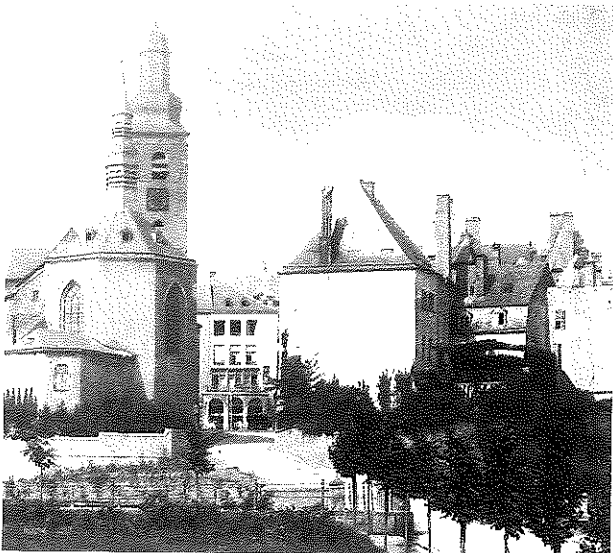


4

Dort, wo Denkmalpflege und Stadterneuerung sich ergänzen, wo Alt und Neu eine Symbiose eingehen, ist die beste Voraussetzung geschaffen, um die Altstadt als neuen Lebensraum sich entwickeln zu lassen. Die Altstadt hat keine Überlebenschance wenn sie eine leere Hülle ist, wenn keine Menschen dort leben. Da heute an die Wohnverhältnisse andere Anforderungen gestellt werden als dies zu früheren Zeiten der Fall war, müssen notgedrungen Veränderungen stattfinden. Für die planenden Fachleute stellt dies eine große Herausforderung dar. Die Bau-forschung liefert ihnen eine unentbehrliche Grundlage für die Renovierungsarbeiten.

Bedeutung der Bauforschung für die Erhaltung und Erneuerung der Altstadt

Die Stadt unterliegt einem steten Wandel, der sich im historischen Kern in all seiner Vielschichtigkeit manifestiert. Positive und negative Umbrüche in der Stadtgeschichte haben sich hier niedergeschlagen. Die Bauten können beispielsweise Spuren von Brandkatastrophen aufweisen, die bei Belagerungen ausbrachen oder eine wirtschaftliche Veränderung ihres Besitzers, die sich in Form von Um- oder Erweiterungsbauten zeigt, dokumentieren. Diese Spuren sind meist verborgen und werden häufig erst bei Umbauarbeiten entdeckt. Sie erfordern ein geschultes Auge und müssen wissenschaftlich dokumentiert werden, wenn sie für die Stadt- und Baugeschichte von Nutzen sein sollen. Werden großflächige Eingriffe in das Altstadtgebiet getätigt, z. B. durch den Einbau von Tiefgaragen



5



6

- 4) Dix ans plus tard, avant le démantèlement de la forteresse, le corps de garde a disparu et la maison Werling s'est coiffée d'une nouvelle toiture.
- 5) Ouverture de la ville vers 1880. Le bastion a fait place à une belle promenade.
- 6) Vers 1888 la maison Werling s'embellit pour rivaliser avec le nouveau presbytère d'en face. La terrasse avec sa pergola est toujours en place.

oder durch Entkernungen von Gebäuden, wird zudem auf eine wissenschaftliche Untersuchung des Standorts verzichtet, werden viele dieser Spuren, die für die Kenntnis der Geschichte von unschätzbarem Wert sind, vernichtet.

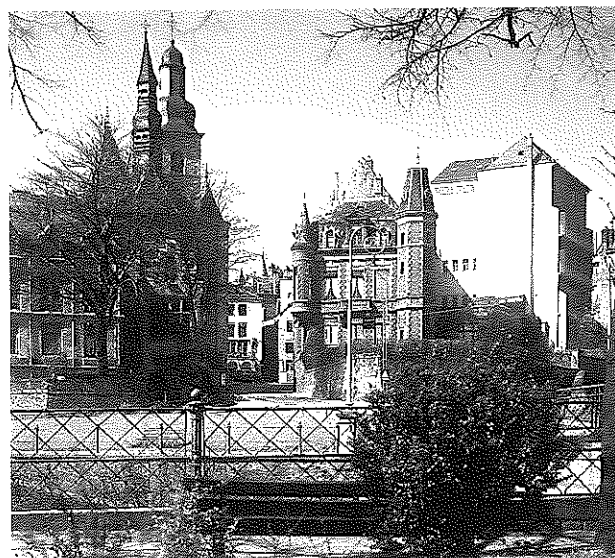
Die Kenntnis der Bau- und Stadtgeschichte ist jedoch zur Erarbeitung eines Konzepts für die Denkmalpflege unerlässlich. Zum Verständnis einer gegebenen städtebaulichen Situation, der Entstehung einer Stadtsilhouette oder bestimmter Bauelemente sind sowohl Kenntnisse über die Stadtentwicklung, die Geschichte ihrer Bewohner und Nutzer als auch über das Alltagsleben in der Stadt von größtem Nutzen.

Erst wenn wir verstehen, wie, wann und warum etwas entstanden ist (z. B. die Veränderung des Höhenverlaufs am Fischmarkt oder die Anlage von Zisternen zur Wasserversorgung), vermögen wir die Bedeutung davon zu erfassen. Ob nun ein bestimmter Zustand oder ein gewisses Bauglied erhalten bleiben soll, hängt nicht zuletzt von seiner architektonischen, historischen, sozial- oder technik-geschichtlichen Bedeutung ab.

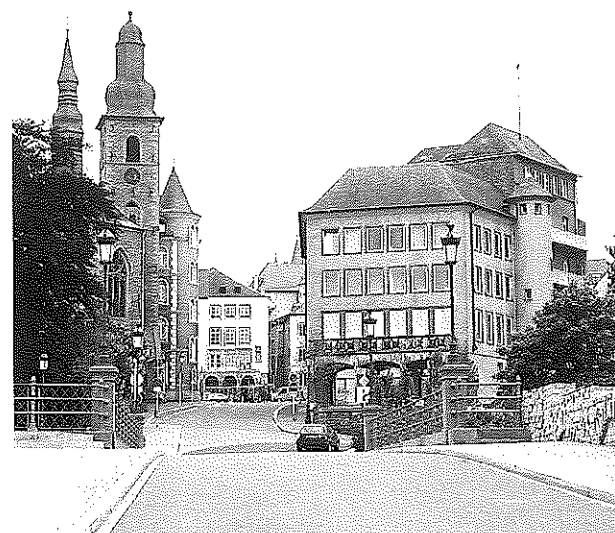
Um ein Konzept für die Erhaltung und Renovierung im Altstadtgebiet erstellen zu können, sollten möglichst umfassende Kenntnisse über die Gebäude und das städtebauliche Gefüge vorliegen. Die Bauforschung, die das Projekt Altstadtrenovierung begleitet, zielt also zuvorderst darauf, verlässliche Grundlagen zu schaffen für die Bewertung der Bauten und ihrer Elemente. Darüber hinaus bringt sie neue Erkenntnisse, die für die Stadt- und Baugeschichte von großem Wert sind.



7



8



9

7) Après 1900 la clinique St-Joseph commence à pousser...

8) ... et prend de l'ampleur: (vers 1938)

9) En 1959-60 l'ancienne maison Werling est démolie pour faire place au nouveau bâtiment du Conseil d'Etat.

Zwar gibt es eine Fülle von Publikationen über die Stadt und Festung Luxemburg, doch bestehen große Lücken was einzelne Forschungsbereiche anbelangt. Die Hausforschung, beispielsweise, steckt hierzulande noch in den Kinderschuhen. Gerade für die Kenntnis der Altstadt und des städtischen Alltagslebens der Menschen in früheren Epochen ist die Hausforschung jedoch unumgänglich.

Allgemein sind durch die Bauforschung in der Altstadt neue Erkenntnisse über folgende Aspekte zu erwarten:

- die Entwicklung der Parzellenstruktur und ihrer Bebauung (z. B. Disposition der Gebäude auf der Parzelle, Freiräume, Passagen)
- die Bautypologie (z. B. häufig wiederkehrende Grundrißanordnungen und Erschließungsarten)
- die Baumaterialien und Baumethoden (z. B. Mauerwerk, Fachwerk, Dachstuhlkonstruktionen)
- die Innendekoration (z. B. Wandbekleidungen wie Vertäfelungen, Papiertapeten, Stofftapeten, Wandmalereien)
- die Nutzung der Gebäude (z. B. Wohnhaus, Laden, Werkstatt, Ställe)
- die Sozialstruktur (Mieter, Eigentümer, Untermieter, Bedienstete).

Bauforschung des „Fonds de Rénovation“ in der Altstadt Luxemburgs

Da der Fonds in vier Ilots tätig ist, was in etwa einem Viertel des Altstadtbereichs entspricht, hat er die Möglichkeit eine umfassendere Studie zu erstellen als dies bei der Renovierung von Einzelobjekten in der Regel der Fall ist.

Der Bereich bleibt dennoch überschaubar genug um ein breitgefächertes Quellenmaterial erschließen und auswerten zu können. Somit ist

es möglich nicht nur die repräsentativen Gebäude, sondern gerade auch die anonymen Wohnbauten eingehender zu untersuchen und der Frage nachzugehen, was denn nun für die Stadt Luxemburg als das Typische, das Ureigene seiner Architektur gelten kann. Sind äußere Einflüsse auf diese Architektur unter den wechselnden Herrschaften während der langen Festungszeit nachweisbar?

Die Fragen berühren die Gebiete der Geschichte, der Architektur, der Kunstgeschichte, sowie der Archäologie.

Die Forschungsarbeiten beinhalten denn auch:

1. Zusammentragung und Sichtung der bestehenden Stadtpläne und Stadtansichten vom 16. Jh. bis heute.
2. Suche und Auswertung von Fotomaterial aus dem 19. Jh. bis in unsere Zeit.
3. Aufarbeitung der historischen Literatur zur Stadtgeschichte, vom Mittelalter bis ins 20. Jh.
4. Durchsicht und Auswertung von Manuskripten und Bauplänen in Archiven, Bibliotheken, Staatsämtern usw.
5. Ortsbegehung und Baubestandsaufnahme.
6. Archäologische Grabungen.
7. Dendrochronologische Untersuchungen.

Die Arbeiten bezogen sich schwerpunktmäßig auf die beiden Ilots B und C. Lediglich für die Themen Haustypus (Architektur) und Vergleichsalbum der architektonischen Elemente (Kunstgeschichte) wurden die Analysen auf einen größeren Bereich der Altstadt ausgedehnt.

2. Histoire

L'analyse des sources iconographiques (plans et vues anciens)

Les documents iconographiques illustrant la topographie urbaine ne sont pas aussi anciens que les villes elles-mêmes: depuis le milieu du XVI^e siècle seulement, des plans ont été dressés des principales villes dans les anciens Pays-Bas, à l'origine dans un but purement militaire.

Vers la même époque, des livres à gravures montrent pour la première fois des vues à vol d'oiseau des villes avec plus ou moins de précisions. Si l'on y ajoute quelques rares dessins et tableaux des XVII^e – XIX^e siècles résultant d'initiatives privées ou servant à illustrer des conquêtes militaires, l'on aura vite fait le tour des documents iconographiques essentiels permettant de donner une idée de l'aspect de l'ancienne ville de Luxembourg.

Il faut cependant attendre le début du XIX^e siècle et les premiers levés cadastraux pour disposer d'un plan fiable concernant le parcellaire urbain et le tracé des rues. Vers cette époque les dessins et gravures ont gagné en réalisme pour nous donner une image déjà assez fidèle de l'architecture des édifices. Enfin, l'avènement de la photographie au milieu du XIX^e siècle nous permet de suivre les transformations successives de la ville-forteresse en ville de nos jours.

Dans l'intérêt de l'étude historique et architecturale des vieux quartiers urbains, un relevé des plus importants documents iconographiques devait être constitué, l'analyse de ces documents formant le complément essentiel aux recherches archéologiques et à celles qui portaient sur les sources manuscrites.

Les sources iconographiques doivent être soumises à la critique historique, du moment où elles ne sont pas seulement rassemblées à des fins illustratives. Elles ont dû être placées dans leur contexte (auteur, datation exacte, but de la confection, destinataire) afin d'éviter des er-

reurs d'interprétation: ainsi, il est évident qu'un plan dressé à des fins uniquement militaires s'attachera essentiellement à reproduire avec toute la précision nécessaire les fortifications, traitant l'aspect des îlots urbains et le tracé des rues avec plus de légèreté.

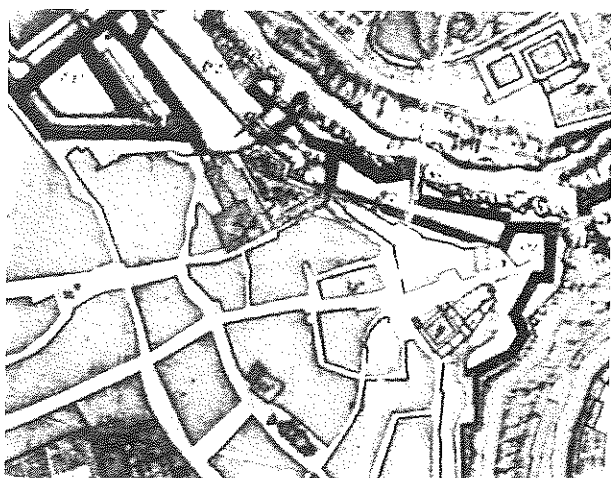
D'autre part nous constatons que parmi les innombrables plans de la ville la plupart sont des copies et ne font que reproduire inexactitudes et détails fantaisistes. En fait, en remontant aux sources, on ne retrouve que très peu de plans qu'on pourrait qualifier «d'originaux», c'est-à-dire dessinés sur place, et qui pourront être utiles à nos recherches. Parmi ces plans il y a lieu de citer:

1553: Olgiati, ingénieur italien. Il s'agit d'une esquisse montrant uniquement les fortifications avec une proposition pour leur renforcement.

1561: Mameranus, bourgeois de Luxembourg. Dessin très schématique mais comprenant de nombreuses annotations sur des endroits très précis.



1560-63: Deventer, géographe, chargé par le roi Philippe II de dresser le plan de la ville et de ses alentours. Il s'agit du premier levé précis, matérialisé par les points de mesure dans l'axe des rues. Les bâtiments publics et religieux sont reconnaissables à leurs toitures bleues (p. ex. le Conseil provincial et le siège du Gouverneur).

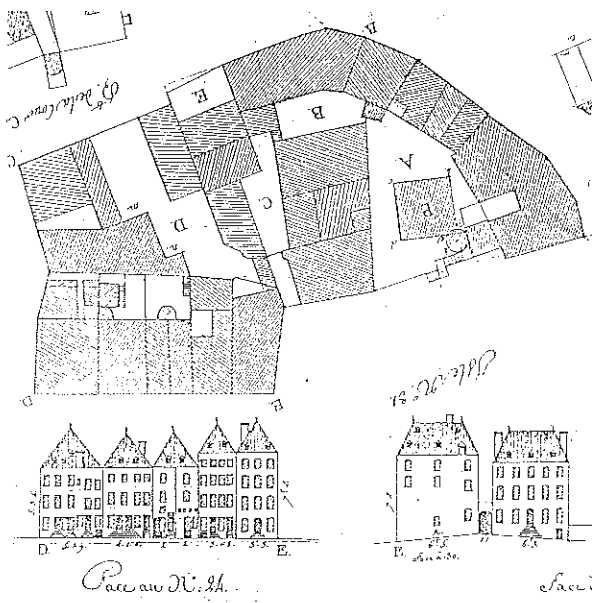


1691: Gougeon, ingénieur de Vauban. Plan montrant les îlots avec un contour très précis (ex. coin de la maison Gilly et la rue de la Monnaie). On peut donc apprécier les dimensions de l'édifice du Conseil provincial.

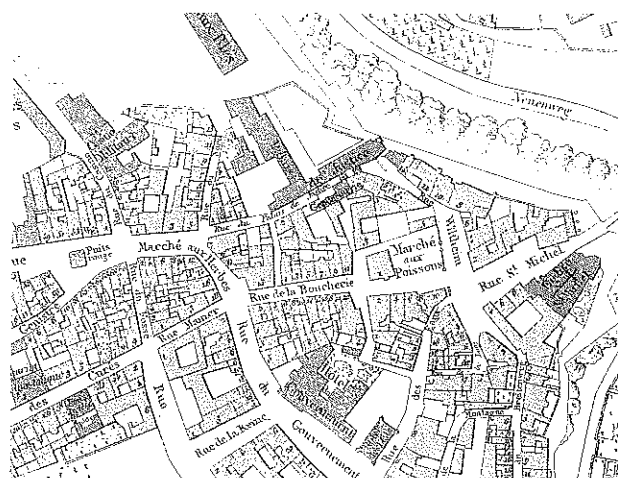


Les églises sont représentées avec leur rez-de-chaussée et les jardins autour, de même que le Palais du Gouverneur.

Le plan était si précis qu'un auteur inconnu s'en est servi plus tard pour y inscrire le parcellaire.



1802: Boitard, employé du Dépôt des Plans en relief. En fait, il s'agit d'un levé de tous les îlots de la ville et des faubourgs devant servir à la confection d'une maquette. Ce plan relief nous montre la physionomie de la ville en 1800. La précision est telle qu'on arrive à discerner divers types de fenêtres.



1864: Liesch, vérificateur-chef de bureau du Cadastre. Plan établi sur base des plans cadastraux, distinguant les parcelles et les surfaces bâties mais ne donnant aucune indication sur les fortifications. Les édifices publics et religieux sont mis en évidence (p. ex.: Gendarmerie dans l'actuel bâtiment du Musée).

L'analyse des sources écrites

A côté des sources iconographiques, les sources écrites apportent des informations complémentaires pour la compréhension de l'histoire architecturale de la vieille ville.

Le Fonds a d'une part rassemblé dans la mesure du possible toutes les publications historiques qui concernent ses îlots et d'autre part entrepris lui-même une recherche aux archives.

Les publications

Les publications en matière d'histoire sont particulièrement abondantes en ce qui concerne les quartiers de la vieille ville. Les informations retenues sont en relation étroite avec les bâtiments situés dans les îlots du Fonds.

A titre d'exemple, les écrits rapportent que la rue Sigefroi était une rue à escaliers jusqu'en 1685. Les marches ont ensuite été supprimées pour permettre aux charretiers de passer directement de la rue de la Boucherie au Marché-aux-Poissons. Encore aujourd'hui l'abaissement de la chaussée est visible sur quelques détails architecturaux. La base des arcades du 11, rue de la Boucherie indique l'emplacement de l'ancien niveau de rue.

Extrait de la chronique de Blanchard (Rupprecht A. Logements militaires..., p. 110, 111) décrivant les travaux d'abaissement de la rue Sigefroi en 1685.

„En l'année 1685 les français firent abattre la chancellerie qui estoit une espèce de galerie contre la maison du Conseil qui occupoit toute la largeur de la rue; il falloit, pour aller de là à la porte du chasteau et aux quartiers de la ville vers l'orient, descendre plusieurs escalliers de pierre, ce qui empeschoit les voitures et chevaux d'y passer et estoient obligé de prendre par d'autres rues. Ladite galerie et chancellerie estant abbatue et emporté, ils firent applanir ladite rue, en abaissant le terrain afin d'y faciliter les voitures, et pour la rendre plus large, firent abattre ou recouper quelques maisons et entre autres une petite maison entière appartenante à une de mes tantes joignant à une plus grande là où elle résidait, par lequel abaissement de terrain plusieurs caves se trouvant plus exposées au soleil et à l'air ont perdu de leur bonté précédente, pour n'estre plus du depuis si profondes qu'auparavant.“

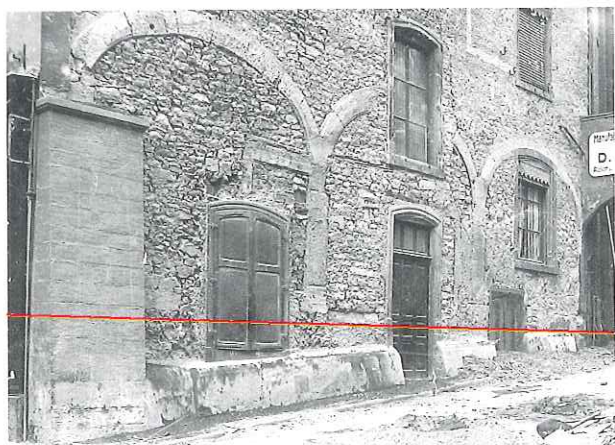


Photo de la façade décapée dévoilant plusieurs phases de construction de la maison 11, rue de la Boucherie.

Avant 1685, l'ancien niveau de la rue se situait à la hauteur des pieds des arcades. Le rez-de-chaussée fut une galerie. Après l'abaissement de la rue, les arcades ont été murées et de nouvelles ouvertures ont été percées. Le niveau des sols à l'intérieur de la maison a aussi baissé comme le démontre la fenêtre située au-dessus de l'entrée et entrecoupant en partie l'arc en pierre de taille.

Les sources manuscrites

Afin de retrouver encore plus d'indications sur nos bâtiments et leur évolution à travers le temps, des investigations ont été entreprises aux archives.

En général, le passé des fortifications et des édifices publics est bien documenté. Le périmètre qui nous concerne compte un seul bâtiment public: l'ancien Palais du Gouverneur ou l'actuel Palais de Justice. Si toutefois on se réfère aux origines de ce bâtiment d'avant 1565, on constate qu'il s'agissait d'une demeure privée. L'étude approfondie du Palais de Justice est présentée à la page 32.

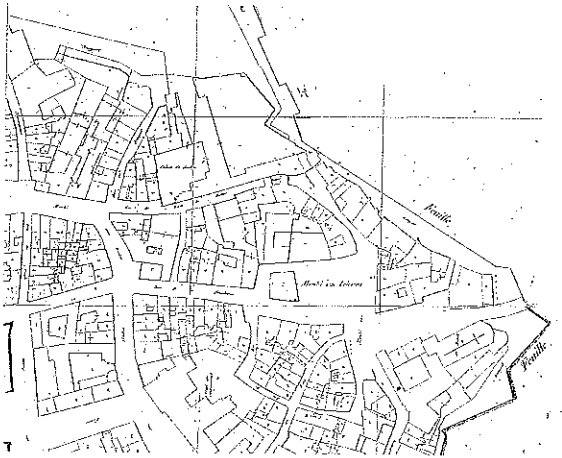
Alors qu'il est facile de retrouver une information historique sur un bâtiment public, les renseignements écrits sur la maison privée sont beaucoup plus rares.

Toutefois, des descriptions de maisons existent même pour le XVIII^e siècle. Dans le cadre chronologique de nos recherches allant de la deuxième moitié du XVIII^e au début du XX^e siècle, nous avons retrouvé des renseignements sur l'affectation des immeubles et ses occupants, sur la disposition des pièces, le mobilier d'une maison, l'aspect extérieur etc.

La démarche pour retrouver ces renseignements est expliquée et illustrée sur les pages 50-55.

La gestion des données historiques

La quantité d'informations regroupées étant importante, il semble indispensable de mettre sur pieds un système qui gère et procure un accès facile à nos informations. A ces fins, une base de données informatique a été établie dans laquelle plus d'un millier de lignes de données sont intégrées. Afin d'accéder à une donnée précise, un tri par thème (nom, profession, rue, numéro de maison, année et source de document) peut être effectué.



3. Architecture

Stadtraum und Haustypus

Die nähere Betrachtung der Boitard Pläne von 1802 sowie des Urkatasters um ca. 1822 läßt auffallende Merkmale in der Parzellen- und Hausstruktur erkennen:

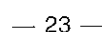
- Schmale, handtuchartige Parzellen liegen neben solchen, die deutlich breiter bis doppelt



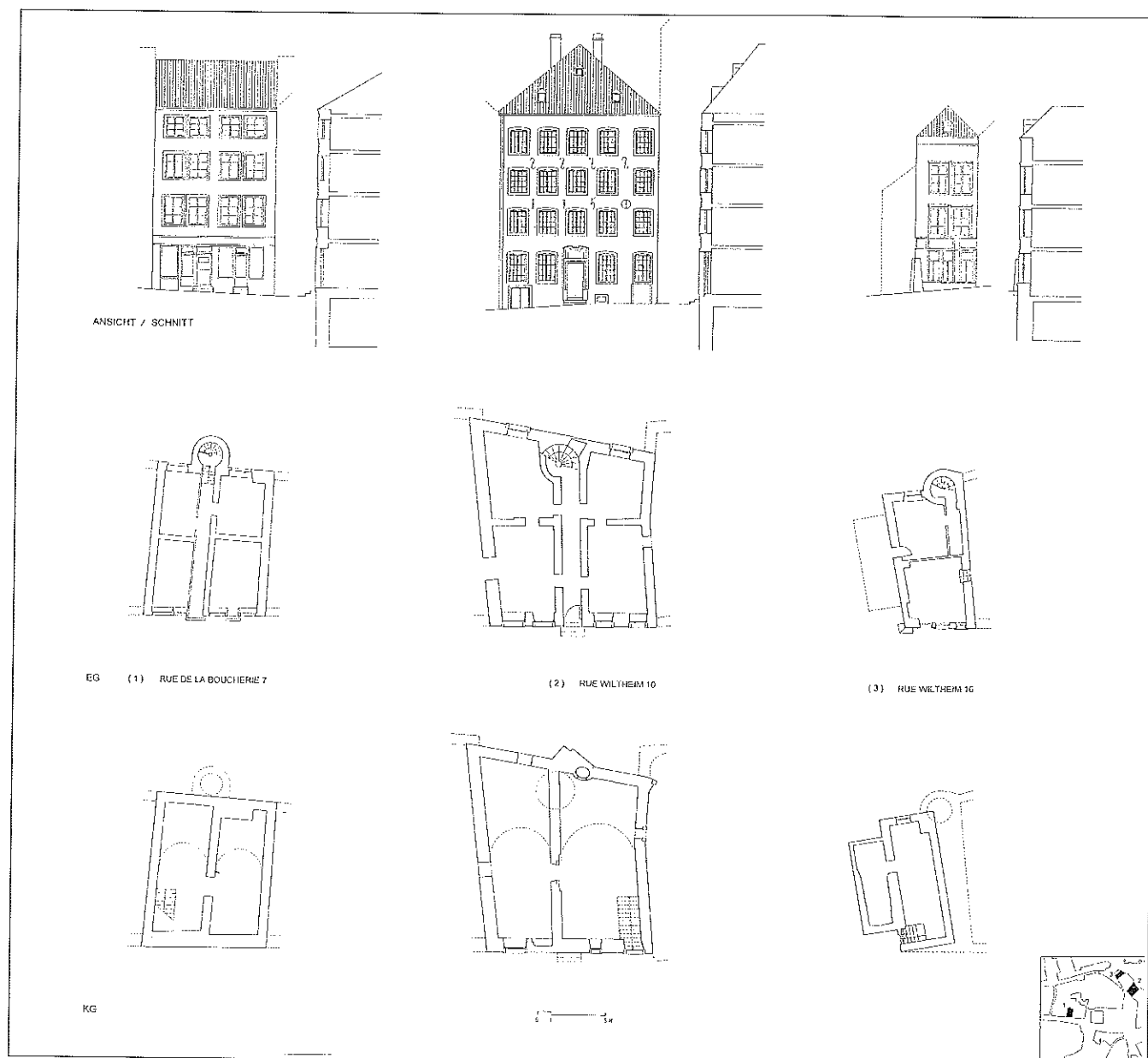
- Viele Häuser zeigen kleine Ausbuchtungen, die viertel- oder halbgerundet sind.
- Auf einigen Parzellen sind zwischen den Häusern schmale Gänge eingetragen (Urkataster).
- Die Bebauungstiefe ist sehr unterschiedlich. Sie richtet sich nach der Lage im Stadtgebiet und ist topographieabhängig.

- Die Bebauungsbreite (Straßenbreite) richtet sich nach der Parzellenbreite. Sie beträgt im Durchschnitt

schmale Häuser - einzonig	ca.	3,60	–
5,60 m – 8,00 m			
breite Häuser - zweizonig	ca.	7,00	–
12,00 m			
- Da die einzelnen Gebäude im Aufriß dargestellt sind, kann die Fensterzahl der Häuser auch auf die Hausbreite bezogen werden. Wir sehen:



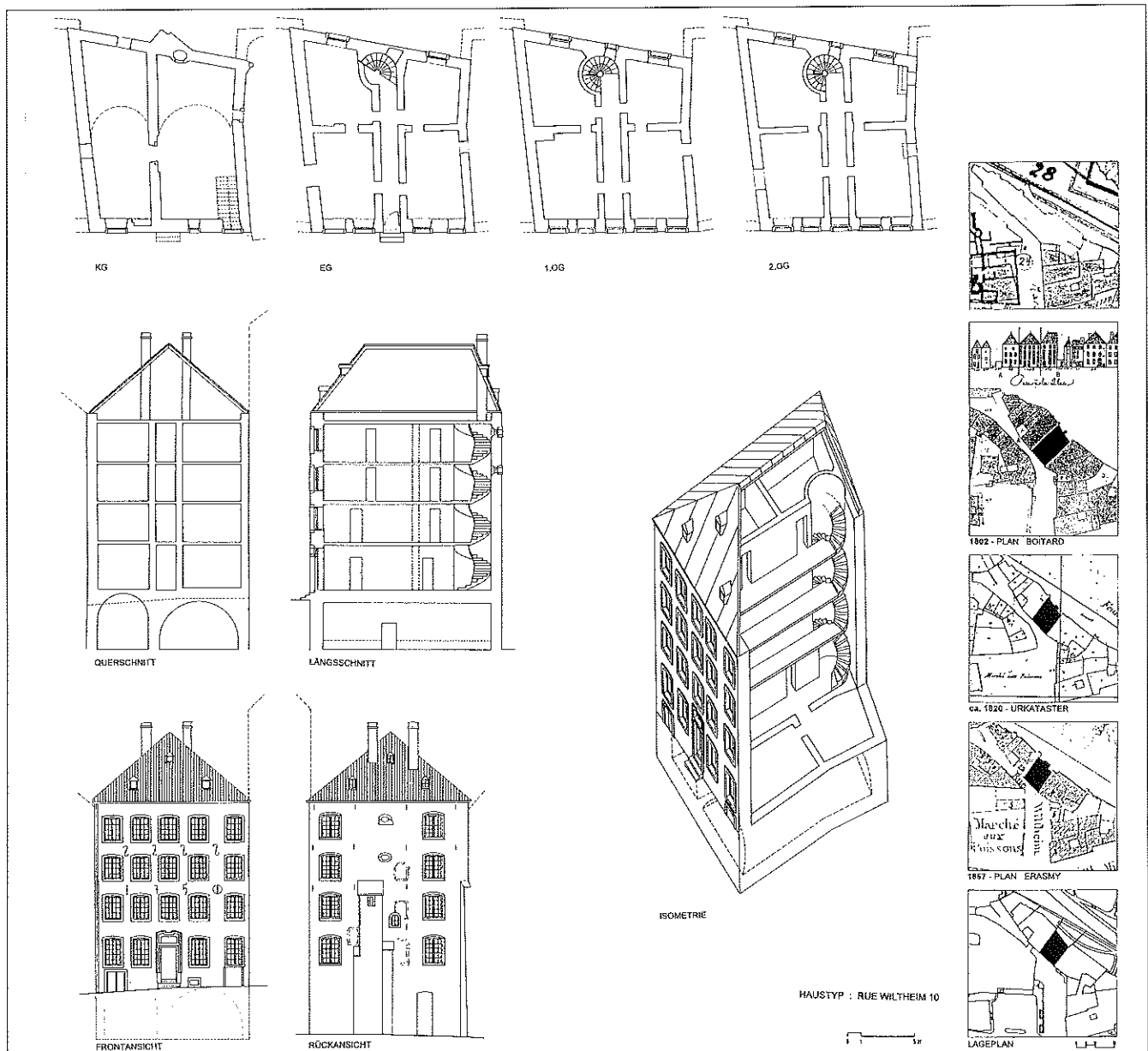
- 1 – 2 Fenster – Haus ca. 3,60 – 5,60 m
 - 3 Fenster – Haus ca. 5,60 – 8,00 m
 - 4 Fenster – Haus ca. 7,00 – 9,50 m
 - 5 Fenster – Haus ca. 11,50 – 12,00 m
- Die Häuser sind in der Regel 3- bis 4-geschossig.
 - Der Sockel der Häuser zeigt Kellerfenster und eine Kellerluke/-tür.
 - Das Erdgeschoß liegt in der Regel 2 bis 5 Stufen über der Straße.
 - Oft zeigt die Erdgeschoßzone 2 Haus- oder Ladeneingänge. In manchen Fällen 3 bis 4 Eingänge. An die Eingänge sind oft halbboogenartige Fenster angehängt.
 - Die Häuser stehen in der Regel giebelständig zur Straße. Traufenständige Häuser sind in der Minderzahl.
 - Die Dächer der giebelständigen Häuser sind in der Regel als steile Dächer gezeichnet mit abgewalmten Giebeln.



Die Dachneigungen betragen zwischen 50 und 57°, die abgewalmten Flächen sind deutlich steiler und zeigen z. B. beim Haus 'Gölle Klack' 70°.

- Daneben gibt es traufständige Häuser mit Satteldächern und Mansarddächern.
- Einige giebelständige Häuser sind ohne Abwalmung dargestellt, andere sind mit Mansarddach gezeichnet. In den Dachflächen sitzen teilweise Gauben.

- In der Regel sind die Fenster als stehende Formate gezeichnet. Sie sind in einer gebundenen Ordnung, d.h. axial angeordnet.
- Wenige Häuser zeigen hingegen asymmetrische Fensteranordnungen.
- Weiterhin finden wir Fensterdarstellungen von gereihten Fenstern, die durch einen Strich geteilt sind.



4. Histoire de l'art

Das Vergleichsalbum der architektonischen Elemente

Die punktuellen Arbeiten an Einzelobjekten sind nicht losgelöst von ihrer Umgebung zu betrachten, sondern müssen im Kontext der Stadt- und Baugeschichte gesehen werden. Die Datierung von Bauformen und -elementen, die nicht durch Texte oder Inschriften gesichert ist, kann nur im Vergleich mit anderen erfolgen. Finden sich noch relativ viele Vergleichsbeispiele für das 18. und 19. Jh., so wird es um so schwieriger, je weiter man sich in der Geschichte zurückbewegt. Meistens haben sich die Bauten im Laufe der Zeit stark verändert und weisen Stilelemente verschiedener Epochen auf. Äußerst hilfreich für die Analyse sind denn auch die

Baufnahmen um 1800 von Boitard, die uns zeigen wie sehr sich ganze Straßenzüge verändert haben und die so präzise sind, daß man unterschiedliche Fenstertypen noch erkennen kann.

Mit einem chronologisch angelegten Album historischer Bauten Luxemburgs wurde der Grundstein gelegt für eine systematische Sammlung von Vergleichsbeispielen architektonischer Elemente aus unterschiedlichen Epochen.

Dieses Album, das mit den fortschreitenden Arbeiten ergänzt wird, zeigt auf, welche Bauformen und -elemente zu verschiedenen Zeiten entstanden. Vor allem wird jedoch durch das Herausgreifen einzelner Bauteile die ganze Formenvielfalt, die im Detail steckt, sichtbar.

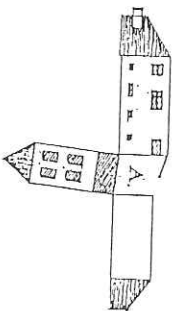
HISTORISCHE ARCHITEKTUR IN LUXEMBURG

Fassadengliederung / Fenstereinfassungen

Epoche: vermutlich 16. oder 17. Jh.

Boitard gibt zahlreiche Häuser mit älteren Fensterformen wieder (Fensterkreuz, Zwillingsfenster, Drillingsfenster), die zu einem Großteil wahrscheinlich ins 16. oder 17. Jh. zu datieren sind, möglicherweise befinden sich darunter noch ältere Strukturen.

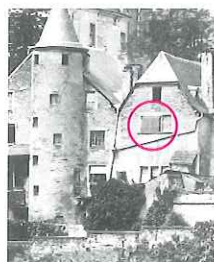
rue Wiltheim



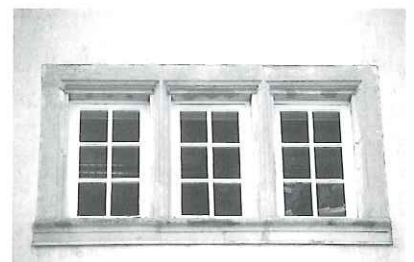
oben: Zwillingsfenster
unten: Fensterkreuz wurde verändert, die Spuren sind noch ersichtlich
1975-76: Renoviert



Chemin de la Corniche: "Maison de Cassal,,

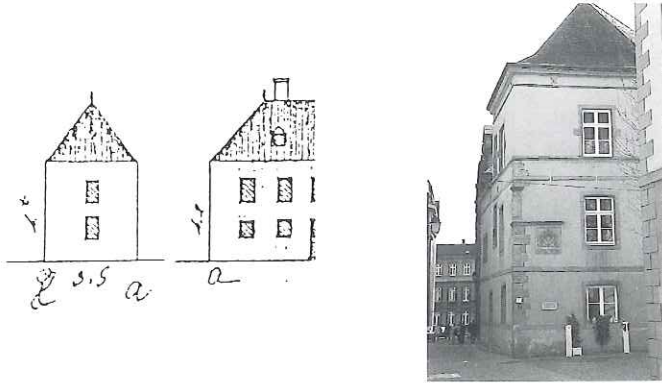


Drillingsfenster



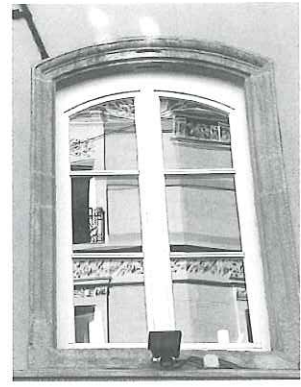
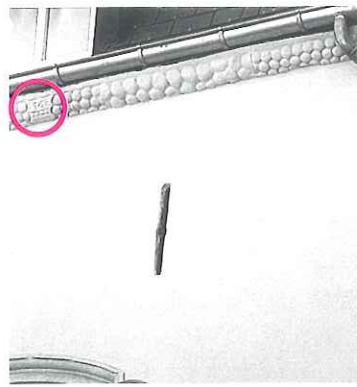
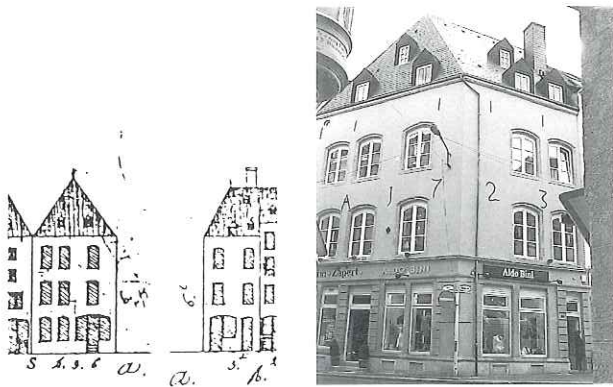
Epoche: 17. Jh. Datiert: 1687

Merkmale: Horizontale Gliederung durch Gesimse aus Stein, Mauerkrone an der Fassadenecke, Skulpturenrelief, datiertes Steinrelief mit feingliedrigem Gesims, Fenstereinfassung, könnte jünger sein. Zweigeschossig zur Zeit Boitards (1802), danach Umbau und Aufstockung.
rue de la Congrégation



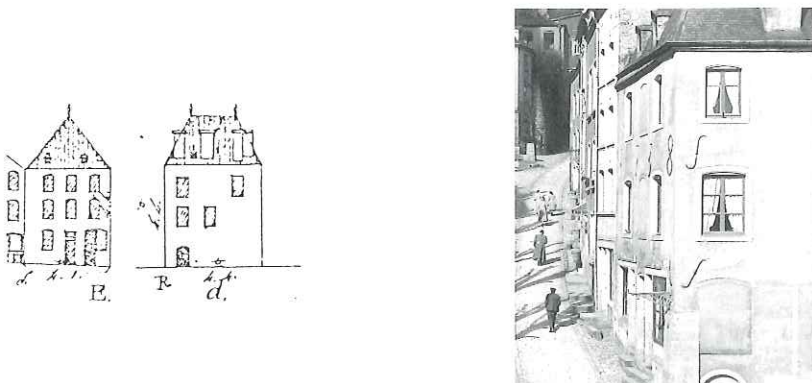
Epoche: 16.-18. Jh. um 1723 (Fassadenanker), Kranzgesims datiert 1588

Merkmale: segmentbogige Fenstereinfassungen mit Viertelstab und Hohlkehle aus dem 18. Jh.
Grand'Rue/ Marché-aux-Herbes

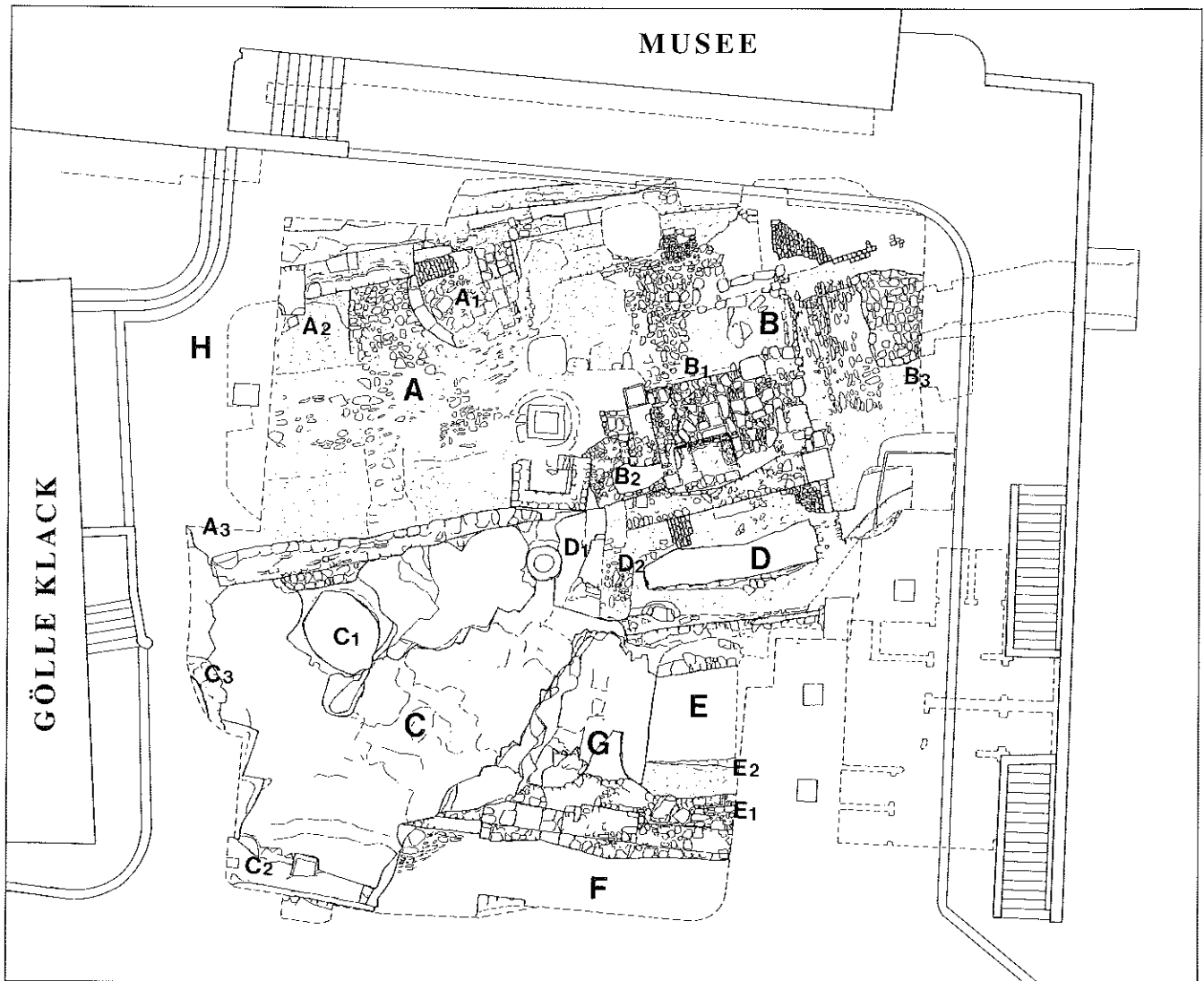


Epoche: 18. Jh. Datiert: 1738 (Fassadenanker)

Merkmale: segmentbogige Fenstereinfassung
rue Large



5. Archéologie



Grabungsplan Fischmarkt

- A1 Sekundär eingebaute Wendeltreppe
- A2 Mörtelpfanne
- A3 Verbindung zum Keller C
- B1 Pflasterung der Herdstelle mit den 2 Säulenbasen.
- B2 Kleiner Ofen, welcher vom Herd aus beschickt wurde.
- B3 Öffnung im Boden, durch die man Wasser aus der darunter, im Fischmarktskeller, befindlichen Zisterne heraufziehen konnte.
- C1 Die 6 Meter in den Fels geschlagenen Zisterne war zur Zeit des Provinzialrats nicht mehr in Benutzung.
- C2 Kellerausgang in Richtung „Gölle Klack“.
- C3 Jüngere Zisterne.
- D1 Verbrannter Fels mit Spuren des ehemaligen, höher gelegenen, Kellergewölbes.
- D2 Das Kellergewölbe der zweiten Phase.
- E1 Älteres, höher ansetzendes Gewölbe fragment des Kellers E.
- E2 Das niedrigere Kellergewölbe erlaubte ein einheitliches Laufniveau im ganzen Geschosßbereich.
- F Keller entstand wohl erst im 16. Jh. und könnte in Verbindung mit dem gegenüberliegenden Keller des Ilot du Rost gewesen sein.
- G Latrine aus der Zeit des Provinzialrats. Die reichhaltigen Funde geben uns einen guten Einblick über den sozialen Status der Benutzer des Gebäudes.
- H Der sog. „Fischmarktkeller“. Er ist heute noch von der Wiltheimstrasse aus zugänglich.

Fischmarkt

Die im Vorjahr begonnenen Grabungen im Bereich des ehemaligen Provinzialratsgebäudes aus dem 16. Jh., wurden 1995 fortgesetzt und abgeschlossen. Dabei kamen weitere bemerkenswerte Befunde zu Tage, welche die Interpretation der inneren Gebäudestruktur um einige Details bereichern konnten.

Dies gilt insbesondere für die Tatsache, daß die anfänglich vermutete Zusammenlegung mehrerer älterer Gebäude für den Provinzialrat sicher belegt werden konnte.

Demnach handelte es sich ursprünglich um zwei langgestreckte Gebäude (siehe Plan: A-B und C-F), deren Giebel auf die Wiltheimstrasse hin ausgerichtet waren.

Da beide Häuser jedoch unterschiedliche Geschoßhöhen hatten, war an einigen Stellen der Fußboden durch Abflachen der Kellergewölbe abgesenkt worden, um dadurch ein einheitliches Niveau im ganzen Erdgeschoßbereich zu erhalten.

Der nördlichere Komplex (A-B) überlagert den heute noch bestehenden Fischmarktskeller und scheint älter als das südliche Nachbargebäude (C-F) zu sein. Darauf weist (neben stilistischen Überlegungen) vor allem der Fund eines großen begehbaren Herdes mit anliegendem kleinen Backofen hin. Da letztere sich aus Brandschutzgründen normalerweise an der Außenwand befinden, können wir hierin ein Indiz dafür sehen, daß die ergrabene Innenmauer ursprünglich eine Aussenwand darstellte und das südliche Gebäude (C-F) damit erst später angebaut worden sein dürfte.

Leider war es nicht möglich, den parallel zum sog. Fischmarktskeller liegenden Keller (D) bis an den ehemaligen Eingangsbereich freizulegen, da dieser schon von der modernen öffentlichen Toilette gestört war, so daß sein Verlauf in Richtung Wiltheim-Straße nicht mehr endgültig geklärt werden konnte. Er dürfte allerdings einen separaten Eingang besessen haben.

Blick auf Keller D.

Am rechten Bildrand ist am Verlauf der rötlichen Brandspuren der ursprüngliche Gewölbeansatz zu erkennen, welcher wesentlich höher ansetzt als das spätere Kellergewölbe.



Einen guten Einblick in die soziale Struktur des Provinzialrats ergaben die Funde aus einer in den Fels geschlagenen Latrine (G), deren Füllung einen Überblick über den Wandel der

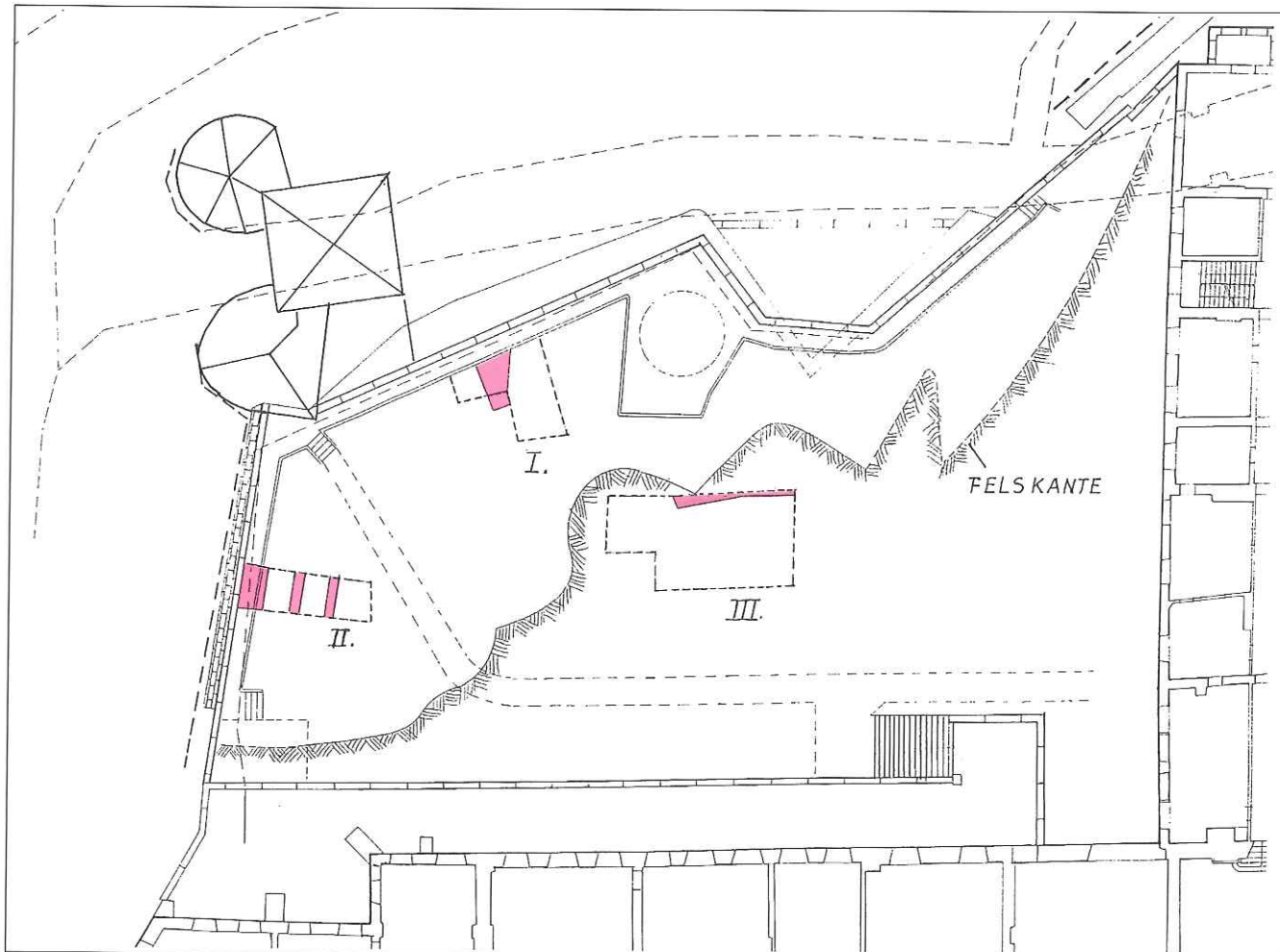


Tischkultur vom 16. bis in das 18. Jh. darstellt. Hervorzuheben sind die Funde einiger Scherben echten chinesischen Porzellans des 17. Jh., da sie vornehmlich im Besitz des Hochadels zu finden sind und daher eine Indikation über die z.T. hoch vermögenden Persönlichkeiten des Provinzialrates und zudem dessen hohen sozialen Rang darstellen.



Um die Grabungsergebnisse einem breiteren Publikum zugänglich zu machen, wurde eine Kopie der Herdstelle und eine Rekonstruktion des aufgehenden Rauchfanges, zusammen mit einer Auswahl der Funde, in die Ausstellung „Empreintes du Passé“, des Nationalmuseums inkorporiert, welche im Dezember des Jahres 1995 eröffnet wurde.

Garten des Justizpalastes



Grabungsplan Justizpalast



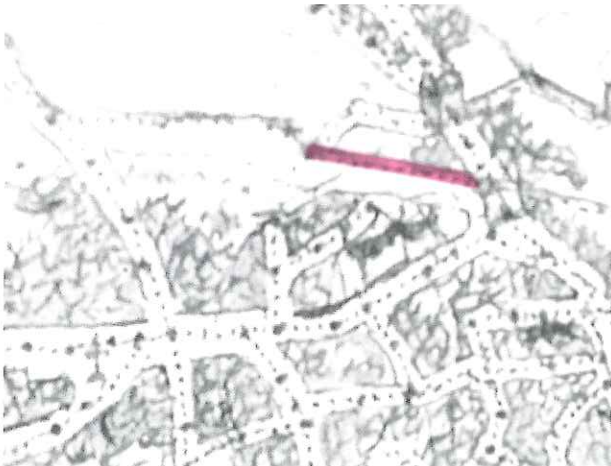
I. Der erste Schnitt entlang der Wilhelm-Strasse erbrachte die Existenz eines innenliegenden *Contreforts* zur Sicherung der Mauer, welche in den Jahren 1565-1606 entstand. Das archäologische Material entspricht gut dieser Zeitstellung, doch muß unterstrichen werden, daß die Datierung anhand keramischen Materials als äußerst unsicher gelten muß, da ihre Produktion zum Teil zu große Zeiträume umschließt, so daß sie nicht als endgültiger Beweis für die historische Einordnung gelten kann.

Garten, Schnitt I
Blick auf den innenliegenden „Contrefort“ welcher die Stadtmauer gegen Kanonenkugeln unterstützen sollte.

II. Im Bereich des zweiten Suchschnittes traten zunächst die Reste zweier Gartenmauern zu Tage, welche uns über die ursprüngliche Gartengestaltung Aufschluß geben.

Parallel zur bestehenden Festungsmauer verläuft innenliegend eine zweite -ältere- Mauer, welche jedoch nicht datiert werden konnte da die Grabungsbedingungen zu gefährlich wurden und nur unter grösserem Aufwand an eine Fortsetzung gedacht werden konnte. Eine archäologische Datierung ist wohl erst in den tieferliegenden Schichten im Bereich der Fundamentzone zu erwarten, doch lassen uns historische Überlegungen an eine Errichtung um – oder kurz vor- 1550 denken, da dieser Abschnitt auf dem Olgiatiplan von 1553 verzeichnet ist.

III. Der im Inneren des Gartens angelegte dritte Schnitt erbrachte eine starke Mauer, welche womöglich als die auf dem Deventerplan angegebene Stadtmauer hinter dem Greischhaus (quer durch den Garten des heutigen Justizpalastes) interpretiert werden könnte.



Garten, Schnitt III

Blick auf die mittelalterliche Stadtmauer. Im Hintergrund sind die mächtigen Auffüllschichten des 16. Jh. zu erkennen.

Insgesamt hat sich bei den Ausgrabungen herausgestellt, daß wir es im "Offiziersgarten,, mit massiven Füllschichten zu tun haben, deren Fundmaterial sie in das 16./17. Jh. verweist, und welche eine Mächtigkeit von 5 bis 14 Metern bis zum gewachsenen Fels erreichen können.

Die Auflage, den Baumbestand des "Offiziersgarten,, nicht zu gefährden, hat dazu geführt, daß nicht der ganze Garten erforscht wurde. Die Existenz der massiven Füllschichten lassen eine minuziöse Grabung als wenig sinnvoll erscheinen, so daß in Zukunft baubegleitende Maßnahmen völlig ausreichen dürften.

Noch zu erwarten sind : Der weitere Verlauf der ersten Stadtmauer (quer durch das Gelände) und u.U. Reste des dazugehörigen oberen Stadtttores, welches von Deventer 1563 noch gezeichnet wurde und mit der Erweiterung des Gouverneurspalastes überbaut worden ist. Da die Ausgrabungen im Bereich hinter dem Essesch-Haus (siehe Rapport 1994) eine andere Ausrichtung der ursprünglichen Parzellen und Gebäude ergeben haben, könnte man ev. im Zwickel zwischen dem Seitentrakt des Justizpalastes und heutiger Stadtmauer noch mit archäologisch bedeutsamen Strukturen rechnen. Da der Bereich lediglich 2-3 Quadratmeter umfasst, dürften im Falle eines Bodeneingriffes keine größeren Verzögerungen zu erwarten sein.

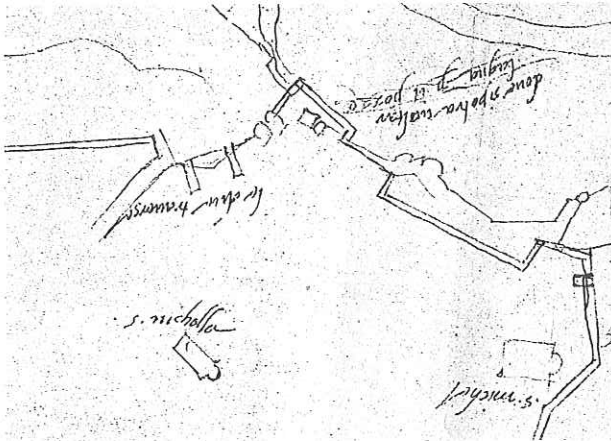
Für diese Interpretation sprechen vor allem auch die Ergebnisse, welche die Sondierbohrungen und Sonarmessungen des Geologischen Amtes, Luxemburg, im Zusammenhang mit dem Tunnelbau der 80er Jahre erbracht haben, denen zufolge der tatsächliche Felsverlauf rekonstruiert werden konnte. Dieser Felsverlauf dürfte, entsprechend der typischen mittelalterlichen Bauweise, den Verlauf der Stadtmauer angeben.

6. Le Palais de Justice



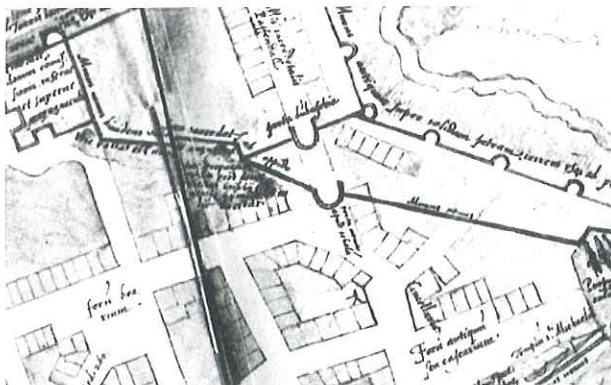
Entstehungsgeschichte

1553: Olgiati, der erste Plan der Festung Luxemburg



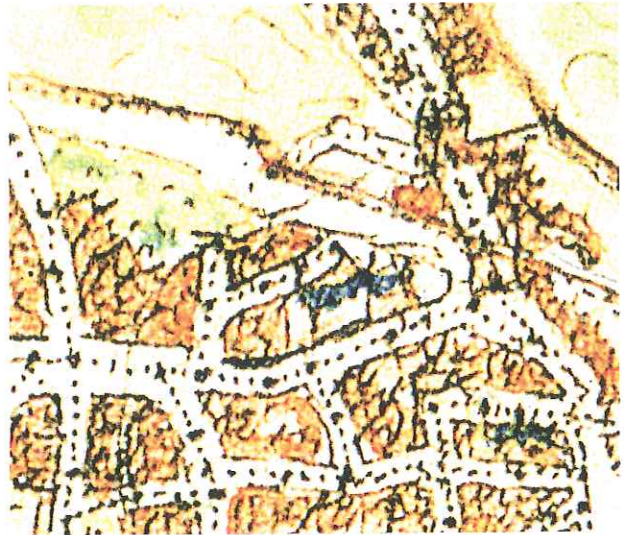
Die obere Mauer zwischen den „Drei Türmen“ und dem späteren Bastion Berlaymont stammt aus der Zeit um 1550. Bemerkenswert ist der westlich der „Drei Türme“ angedeutete Verlauf einer Mauer, der auf die erste Ringmauer zurückgehen könnte. Der Vergleich mit dem Deventerplan von 1560/63 deutet hier auf eine spätmittelalterliche Verbindung zwischen der heutigen rue du Nord und den „Drei Türmen“, die am Fuß der ehemaligen ersten Ringmauer verlief. Diese Straße wurde um 1555 durch den Bau einer Mauer, welche die „Drei Türme“ mit dem späteren Bastion Berlaymont verband, unterbrochen, was der heutigen rue du Nord den damaligen Namen „Kudesak“ („Cul-de-sac“) einbrachte.

1561: Plan von Thomas Mameranus, der Stadt Luxemburg im Jahr 1561



Mameranus vermerkt, daß der Wall sehr eng ist und die Befestigungsanlage (*Propugnaculum*) hinter dem Haus Greisch sehr bescheiden ist. Die Mauer verlief laut seinem Plan am unteren Hang westlich der „Drei Türme“ entlang. Sie wird als *Murus novus* bezeichnet.
Les amis de l'histoire, fasc. III, 1961

1560/63: Jacob van Deventer, der erste Plan der Innenstadt



An der Stelle des heutigen Justizpalastes gibt der Deventerplan den Bebauungszustand an, der dem Bau des Gouverneurssitzes vorangeht: Man erkennt hier in Ost-West-Richtung zwei Häuserzeilen, durch eine Straße getrennt, von denen die südliche das imposante Haus Greisch enthält, das 1565 von Gouverneur Mansfeld im Auftrag des Königs Philipp II erworben wurde. Laut dem Verkaufsakt vom November 1565 lag das Haus Greisch in der Baumgartenstr. (die obengenannte Straße?) zwischen dem Haus von Clais Scheurgin und der *neuffe muraille* (= die um 1555 angelegte Mauer zwischen der obersten Pfaffenthaler Pforte in der Wiltheimstr. und dem späteren Fort Berlaymont).

1565, 27. März

Der Schöffe Nicolas Greisch verkauft sein Haus zu Luxemburg an den König *pour faire la demeure du gouverneur* für eine Summe, die einem sehr großen Haus entspricht (6000 Pfund).

Comptes de la ville et prévôté d'Arlon, 7 mars 1624, fol. 174. Cf. aussi *Comptes d'Arlon*. 1634, f. 129 vo.

Lascombes II, gibt das Datum 1. Mai 1564 an. Des weiteren nimmt er an (Anm. 171), daß schon vor 1565 bei dem Greischhaus ein Absteigequartier für den Gouverneur bestand. (Stadtkonten von 1541)

1565

Die Erbauung der Gouverneursbastion scheint gleichzeitig mit dem Bau der neuen Stadtresidenz des Gouverneurs in diesem Jahr in Angriff genommen worden zu sein.
Lascombes II, S. 360.

1593/1594: Der Stich von Braun-Hogenberg, die erste Stadtansicht.



Bei der Detailanalyse des Stiches ist größte Vorsicht geboten. Immerhin scheint festzustehen, daß das Provinzialratsgebäude („Domus concilii regii“, errichtet um 1530) und der Gouverneurspalast („Domus principis“, das ehemalige Haus Greisch) durch ihre Ausmaße den nördlichen Teil des Stadtbildes geprägt haben. Der Gebäudeform nach scheint es sich um die erste Bauphase zu handeln, deren Dachbalken auf 1534-1544 datiert werden konnten.

1599, 21.-23. August

Die neuen Herrscher Albert und Isabella kommen nach Luxemburg. Laut den Reiseberichten Isabellas übernachten sie im Gouvernementsgebäude, das als *“très vieux et peu habitable, avec d’assez belles salles. Il est plein de curiosités de toutes espèces, avec de belles tapisseries qui sont meilleures et en meilleur état que celles d’ici... (palais de Bruxelles),“* beschrieben wird. *Massarette vol. II, p. 128.*

1606

Gouverneur Berlaymont (1604-1626) läßt das „kleine“ Gouvernementsbastion errichten. *Inschrift über den „Drei Türmen“; Lascombes II, S. 449.*

1609, 10. März / 19. November – 1610, 24. Juli

Gouverneur Berlaymont bestellt Holzlieferungen zur Vergrößerung des Gouverneurspalastes. *Archives de Schengen, P.S.H. XLVI, p. 223 – Catalogue Van Werveke n° 64.*

1632, 15. März

Lucas Bosch erhält gegen Bezahlung die Erlaubnis, *„de pouvoir bastir deux archures contre un costé de la maison du Roy ou demeure le Gouverneur par dessus la rue par (= pour) le soutien et appuy de sa maison dite la maison de heystorff“.* *Cartulaire et Terrier 1632-1634; Lascombes PSH 99 p. 49 (L n° 79 fol XLIII) (acte chez de Neve).*

Heute besteht nur noch der untere Brückenbau, der aber nie eine Verbindungsfunktion hatte. Der Obere war dagegen zeitweilig vom Justizgebäude zugänglich. Er wurde 1886 beim Wiederaufbau nach der Feuersbrunst zerstört.

1655

In der Generalspezifikation werden in der rue du Palais de Justice, westlich des heutigen Platzes, drei Häuser erwähnt, wovon eines *ahn dem hoff*. *Lascombes PSH 99, S. 55.*



1683/1684

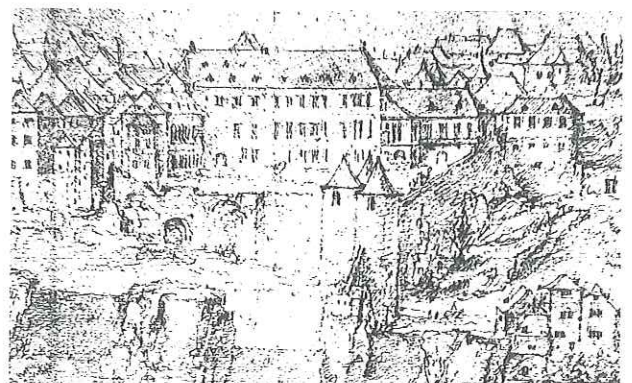
Die Liste der Logements Militaires von 1683 (noch unter den Spaniern angelegt) erwähnt in der rue du Palais de Justice, westlich des heutigen Platzes, drei Häuser (dergleichen in der französischen Liste von 1684 nach der Einnahme der Stadt).

Lascombes PSH 99, S.224 und 239.

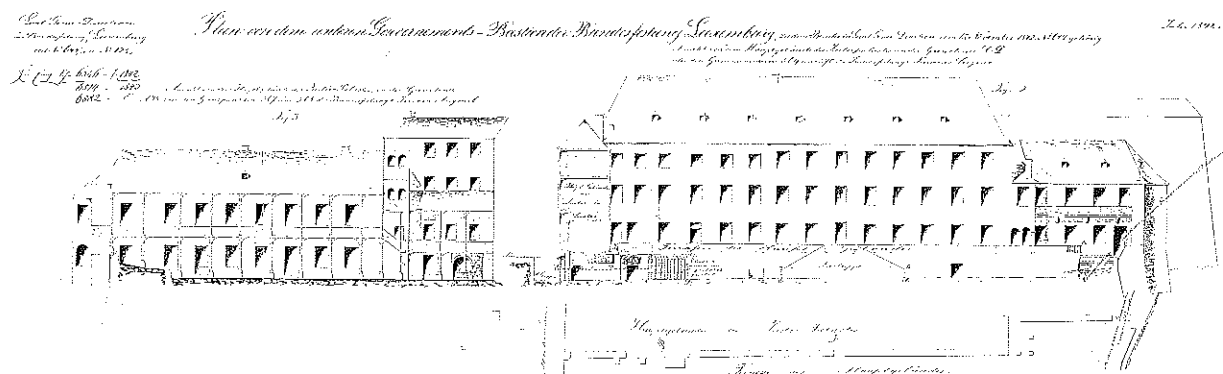
Der Gouverneurspalast wird bei der Beschießung von 1683 und der Belagerung von 1684 in Mitleidenschaft gezogen. Die Franzosen unter Marquis H. de Lambert (1685-1686) und Herzog L. F. De Boufflers (1686-1688) restaurieren das Gebäude.

„Journal du Voyage de Sa Majesté à Luxembourg“ de Jean Donneau de Vizé, 1687.

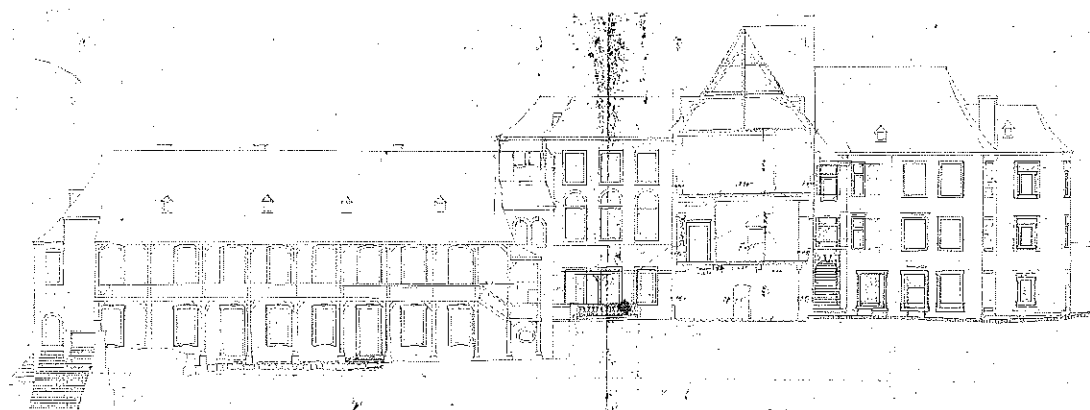
1684: Zeichnung von Adam Frans van der Meulen



Die Stadtansicht von Osten her zeigt mit beachtenswerter Genauigkeit den Gouverneurspalast nach seiner Erweiterung. An einer Fülle von Details (Fensterhythmus, Erker, Balkon...) kann der Realitätsgehalt der Zeichnung nachvollzogen werden. Für die Dachbalken der 2. Ausbauphase konnte als Fälldatum 1599-1600 ermittelt werden.



1842: Bauaufnahme von Feldwebel u. Geometer Jentsch zwecks Umbaumaßnahmen. In dem schmalen Seitentrakt, mit seiner vorgelagerten Holzgalerie, soll künftig die Gendarmerie untergebracht werden (bis 1881). Im Erdgeschoß sind die Pferdeställe vorgesehen.



a
11.12.1842



b

Datum?: Präzise Bauaufnahme mit lokalen Änderungsvorschlägen. (Architekt?)

a) Gartenansicht des Seitentraktes mit Holzgalerie.

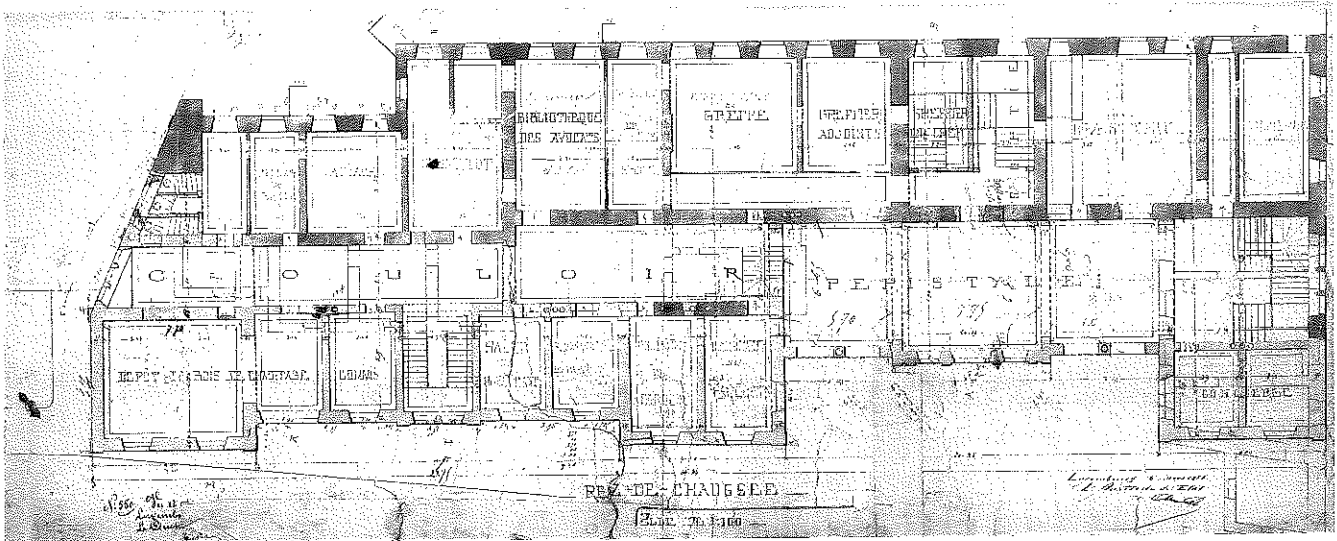
b) Längsschnitt durch den Seitentrakt. Deutlich erkennt man das Profil der Phase I (Greischhaus)

1878: Ansicht von Westen.

Die Holzgalerie ist verschwunden

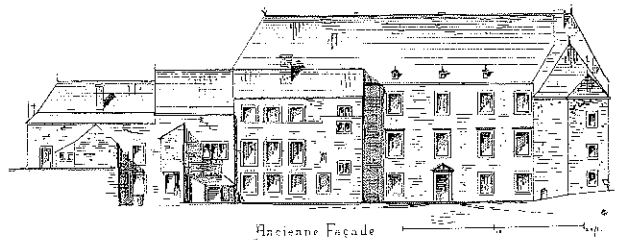
1886, 25/26. Mai: Brand





1886: Projekt zur Vergrößerung des Palais de Justice, von Staatsarchitekt Charles Arendt.
 grau: Bestand, gelb: Abriß, rot: Neubau

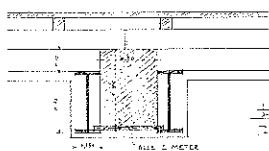
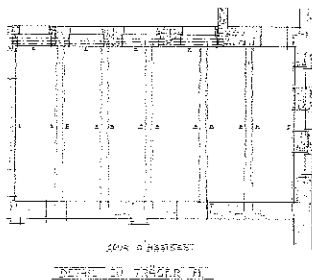
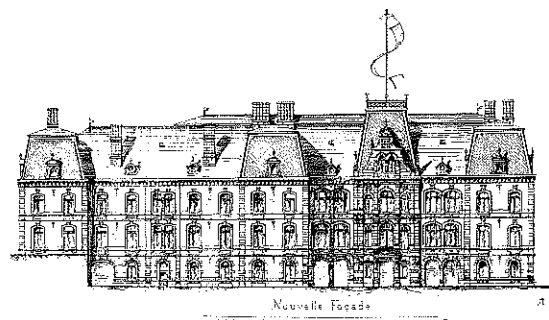
Das zentrale Treppenhaus wird durch 2 seitlich angeordnete Treppen ersetzt. Es ist der offensichtliche Versuch möglichst viel von der ehemaligen Bausubstanz zu erhalten.



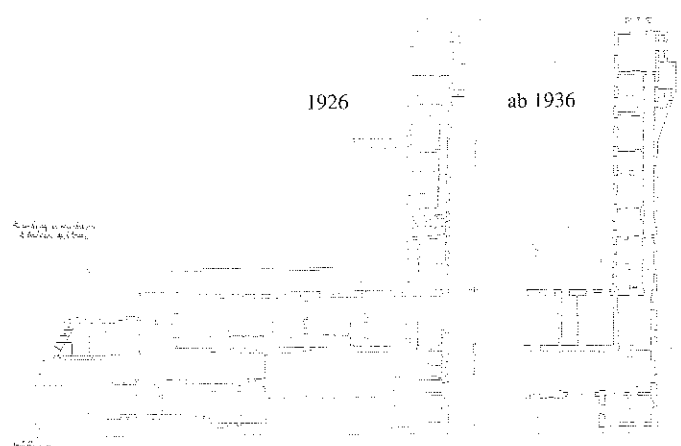
1926: Noch ist der Haupteingang als offene Halle ausgebildet.

1932: Die Halle wird geschlossen. In verschiedenen Räumen werden die alten Holzdecken verstärkt.

1939: Der Seitentrakt wird umgebaut. Die Wendeltreppe verschwindet.



1932, 1939, 1939
 1932, 1939, 1939
 1932, 1939, 1939



Bauhistorische Untersuchungen

Die bauhistorischen Untersuchungen ergaben wichtige Hinweise auf die Tatsache, daß trotz der Umbauten von 1886-88 von Charles Arendt, das Greisch-Haus, dessen Dach um 1544 entstand, in seiner Grundsubstanz bis unter das Dach im Original erhalten ist!

Auffällig ist die Konzentration der ältesten - stilistisch spätestens in das 16. Jh. zu datierenden - Bauelemente eben gerade im dendrochronologisch ausgewiesenen Kernbereich (Phase I), d.h. des Nikolas Greisch-Hauses.



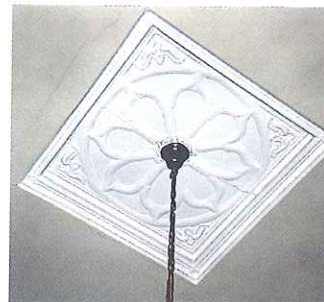
Zu den ältesten Strukturen gehören u.a. ein reich verzierter steinerner Türrahmen, welcher anhand seiner Stilnotive (Muschel) und seiner Form dem 16. Jh. zugeordnet werden kann.



Die Arkaden im Bereich des Erdgeschosses können ev. ursprünglich zu einer Loggia gehören. Allerdings zeigen die äusseren Fensterrahmen, daß sie zumindest recht bald schon wieder verschlossen gewesen sein dürfen. Letzteres - und ob diese Bauelemente wirklich original dorthin gehörten - ließe sich jedoch erst bei einer weitergehenden Bauuntersuchung klären.



Fensterrahmen der Phase I: Die Überkreuzung der Rundstäbe in den Ecken des Fensterrahmens stimmt in auffälliger Weise mit einigen Stuckfragmenten der Kassettendecken überein (Vergl. Foto unten). Alle Rahmen dieser Art konzentrieren sich in dem ältesten Bereich. Das Fenster zur „Rue du Palais de Justice“ weist somit diesen Teil ebenfalls als zur Phase I gehörig aus.



Einige Stuckfragmente an den Decken stammen aus dem 16./frühen 17. Jh. und deuten damit daraufhin, daß auch die Zwischendecken die Zeiten überdauert haben.



Ebenfalls von großer Bedeutung ist die Tür, welche im 2. Stockwerk den Seitenflügel mit dem Haupttrakt verbindet. Sie stellt ein Relikt aus der Zeit des Nikolas Greischs dar und beweist, daß der kleine Annex, welcher auf dem Plan von 1926 noch gut zu erkennen ist, ursprünglich zum Gebäude des 16. Jh. gehörte (ein Detail, was noch gut in den Längsschnitten der Pläne von 1886 und 1802 bei Boitard zu erkennen ist).

Der Seitenflügel entlang der „rue du Palais de Justice“, ist mehrmaligen grundlegenden Renovierungsarbeiten ausgesetzt gewesen, so daß im Großen und Ganzen nur noch der Grundaufbau sowie die Fassade erhalten geblieben sind. Ausnahme bildet hier die kleine kapellenartige Nische in einem Raum im Bereich der Durchfahrt der Wiltheimstrasse, welche mit ihrem Kreuzgratgewölbe und Stuckornamenten ein kleines Juwel darstellt.



Nische mit
Kreuzgratgewölbe.



Auch in den jüngsten Bereichen sind Bauelemente vorhanden, welche u.U. als erhaltungswürdig einzustufen sind. Dies gilt z.B. für die Stuckelemente der Eingangshalle und der darüber befindlichen Flure.

Es soll zum Schluß noch einmal betont werden, daß die Gebäudestudie nur so umfassend ist, wie es die Umstände erlaubt haben. Was fehlt, sind alle Untersuchungen der Wände auf Malerei und versteckte Architekturelemente. Da diese jedoch nicht während des normalen Justiz-Betriebes durchgeführt werden können, sollte in Zukunft jede Baumaßnahme unter den größten Vorsichtsmaßnahmen stattfinden. Dies gilt in erhöhtem Maße für die Kernbereiche, d.h. für die Teile des Gebäudes, welche mit Sicherheit in das 16. und 17. Jh. datiert werden konnten.



Die rezente Entdeckung einer kleinen Wandnische des Erdgeschosses bei dem Durchbruch einer neuen Tür; bei welcher die Nische aus Unwissenheit beinahe gänzlich zerstört worden wäre, unterstreicht die Wichtigkeit weitergehender Studien.

Die gesamte dem Platz zugewandte Fassade des Haupttraktes und die anschließenden Hauptflure sind um 1886-88 unter Charles Arendt entstanden. Ihm ist es wohl zu verdanken, daß die ursprüngliche Bausubstanz weitestgehend erhalten geblieben ist und eine vorbildliche Dokumentation über die Gebäude existiert.

Palais de Justice

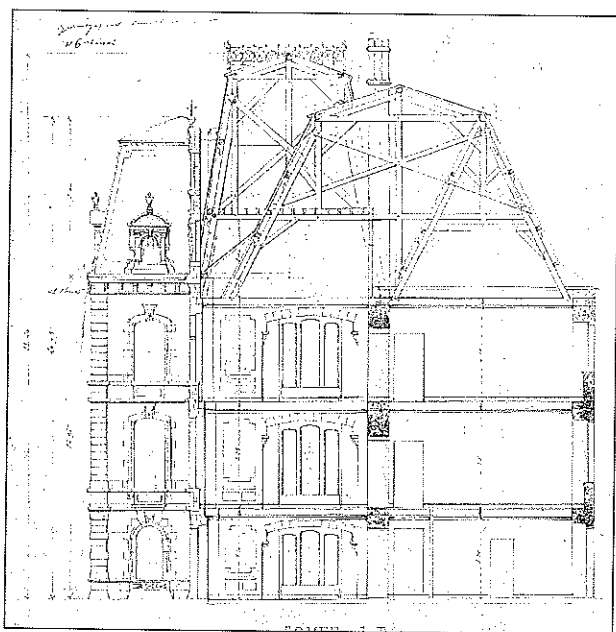
	Raumbeschreibung	Details	Bemerkungen	Dokumentation				Anmerkungen
				Photos	Negnr	Dias	hist.Pläne	
18	Büro	Stuckdecke auch auf Holzbalken	alte Bausubstanz = Stuck vor 1886	p. 30-32	f. 3, 14		1684, 1866	erhaltenswerte Elemente
20	Büro	Aufleger und Unterzüge !	falsche Decke, urspr. 1 Raum mit Raum 21, renov.				1684, 1866	Vorsicht bei Umbau
21	Büro	alte Tür zu 22 in der Mitte der Ostwand, daneben moderner Durchbruch zu 18 und 22	falsche Decke, zu flach = orig. noch erhalten ?, urspr. 1 Raum mit Raum 20, renov.				1684, 1866	Vorsicht bei Umbau
22	Büro	falsche Decke, Aufleger + Unterzüge	falsche Decke, zu flach = noch erhalten ?, renov.	p. 33	f. 5		1684, 1866	Vorsicht bei Umbau
23	Aufenthaltsraum	alte Ausgänge	altes Treppenhaus = 19. Jh. unter Charles Arendt zerstört = neu				1563, 1684, 1866	
24	Zwischenraum mit Abstellkammer	alte Tür, Nischenstein und neuer Ausgang	Türrahmendetails = 15./16.Jh.! Nische wich 1995 einer Tür	p. 34-37	f. 5, 15		1563, 1684, 1866	erhaltenswerte Elemente
25	Sitzungssaal	Arkaden, Holzbalkendecke!	ev. ursprünglich zu 24 gehörig?	p. 34	f. 1		1563, 1684, 1866	erhaltenswerte Elemente
26	Durchgang zum Seitenflügel	Kamin Mitte der Nordostwand	Kamin 19. Jh.! + Treppenaufgang (alte Concierge-Wohnung) = neu!	p. 39	f. 5, 15		1563, 1684, 1866	Vorsicht bei Umbau
27	Gang	Bögen, Niveauunterschiede	auf der Höhe von 28+ 29 neu nach Zerstörung der Wendeltreppe = nach 1926, Bögen sonst alt	p. 37	f. 15		1684, 1926	Vorsicht bei Umbau

Die dendrochronologischen Ergebnisse und ihr Impact auf das Verständnis für dieses Gebäude

Als Staatsarchitekt Charles Arendt in den Jahren 1886-1888 den Justizpalast umgestaltete, ließ er die alten Dachkonstruktionen bestehen und errichtete das neue, wesentlich größere Dach über dem Alten, welches dadurch bis heute erhalten blieb. Dies ermöglichte eine eingehende Untersuchung des Dachgebälkes mit Hilfe der Dendrochronologie (Datierung von Gehölz durch Zählung und Vergleich der Jahresringe). Sie hat die, durch die Analyse der ikonographischen Quellen und der Baubeobachtungen schon vermutete, Zweiteilung der alten Kerngebäude untermauern können.

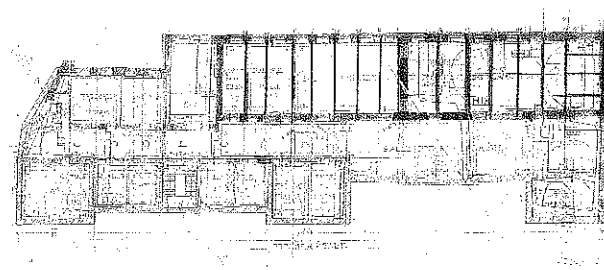
Das zum Seitenkomplex entlang der „rue du Palais de Justice“ gehörende Dach im Bereich des heutigen Treppenhauses, ist dagegen leider durch die Arbeiten Charles Arendts zerstört worden und nur noch in Ansätzen erkennbar. Dennoch sind die Reste des alten Zwischengiebels in der heutigen Brandmauer erhalten geblieben.

Die Datierung anhand dendrochronologischer Methoden erbrachte für die erste Phase das



Projekt zur Vergrößerung des Justizpalastes.
Das alte Greisch-Haus bleibt weitgehend erhalten.

Holzfällungsdatum von 1534-44 und für die zweite Phase die Jahre 1599 bis 1600.



Die Überlagerung des Arendt-Planes mit dem Dachgeschoß und dem 2. Untergeschoß verdeutlicht noch einmal die Phasen I (rot) und II (blau). Besonders die Tatsache, daß die Gewölbekeller (gelb) sich lediglich auf den Komplex der Phase I und den ehemaligen Seitenflügel beschränken, zeigt, daß wir es hier mit Phase I, dem ursprünglichen Kern des Nikolas Greisch-Hauses, zu tun haben.

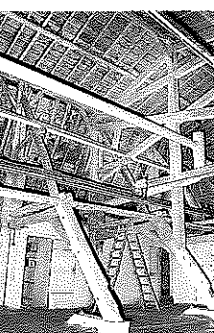
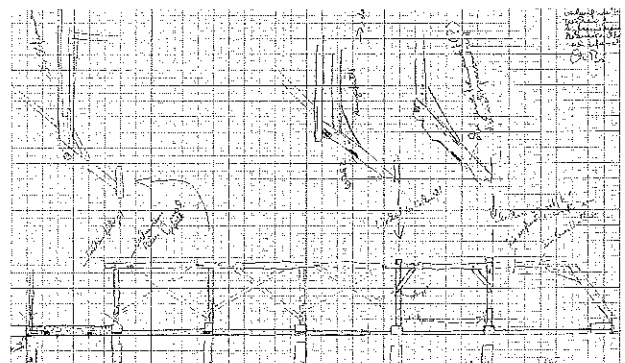
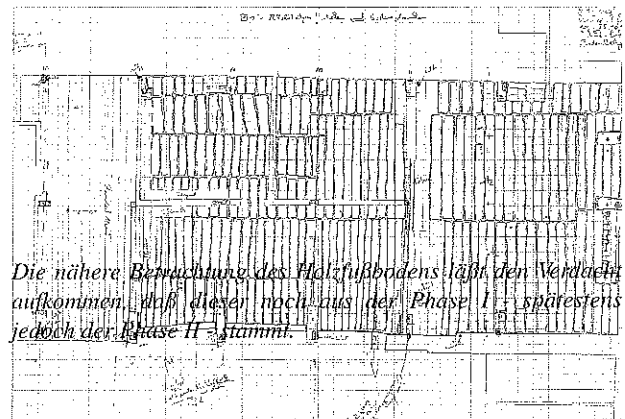
Dies bedeutet, daß das alte Nicolas Greisch-Haus bis heute in seiner Grundsubstanz bis unter das Dach erhalten geblieben ist!

Die Zerstörungen bei der Belagerung durch die französischen Truppen müssen somit weit weniger umfangreich gewesen sein, wie es die historischen Berichte vermuten ließen. Man scheint vielmehr den Palast geschont zu haben um den Siegern eine angemessene Unterkunft zu erhalten.

Dies heißt aber auch, daß Mansfeld an dem Gebäude keine größeren Umbauten getätigt hat. Dennoch bleibt unklar, wie weit zeitlich vor Errichtung des Daches mit dem Erweiterungsbau begonnen wurde, so daß beide, Mansfeld als auch Berlaymont, in Frage kommen. Da auf der Stadtansicht von Braun-Hogenberg (um 1593) nur das Kerngebäude zu erkennen ist und da sich Isabella 1599 über die altersbedingten Unbequemlichkeiten ihrer Unterkunft beschwert, könnte man sich jedoch eher Berlaymont als Bauherr der zweiten Phase vorstellen.

Schlußendlich ergeben die dendrochronologischen Untersuchungen, zusammen mit den historischen Quellen, für das ursprüngliche Haus Greisch des 16. Jh. einen T-förmigen Grundris mit zwei Flügeln entlang der „rue du Palais de Justice“, und jenem Hauptgebäude, welches auf

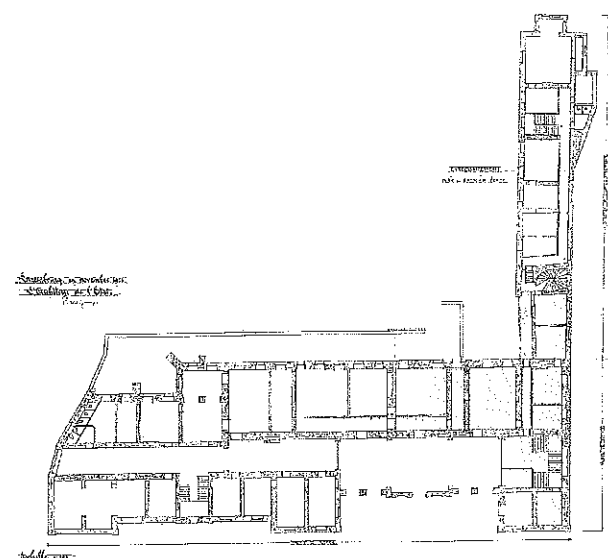
worden sein muß, da er auf dem Gemälde von Adam Frans van der Meulen abgebildet ist.



Dachstuhl Phase I
Windaussteifung mit
Andreaskreuz.



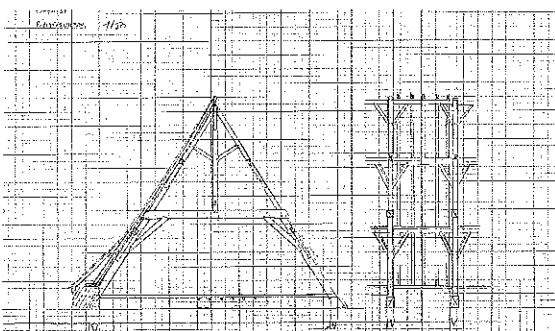
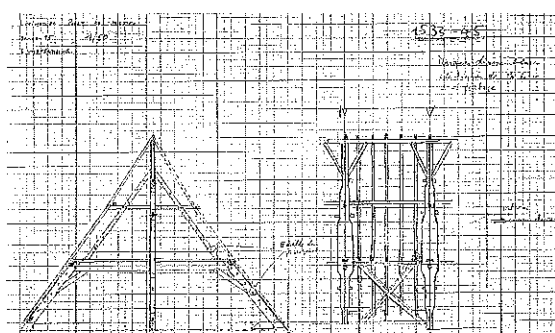
Dachstuhl Phase II
Windaussteifung mit
Verstreben.



Auf dem Plan von 1926 ist noch die ehemalige Wendeltreppe zu erkennen, welche den nördlichen, turmartigen Annex des Greisch-Hauses mit der, leicht in der Axe veränderten, Erweiterung des frühen 17. Jh. verbunden hat.

dem Stich von Braun-Hogenberg die Stadtsilhouette prägt.

Während man die Erweiterung nach Norden hin mit Sicherheit um 1600 datieren kann, wissen wir über den Seitenflügel in Richtung Wiltheimstrasse lediglich, daß er vor 1684 fertig gestellt



7. Les maisons de l'îlot B



Häuseranalyse

Obwohl die Untersuchungen noch nicht abgeschlossen sind, können für die Häuser des Ilot B zusammenfassend folgende Ergebnisse festgehalten werden:

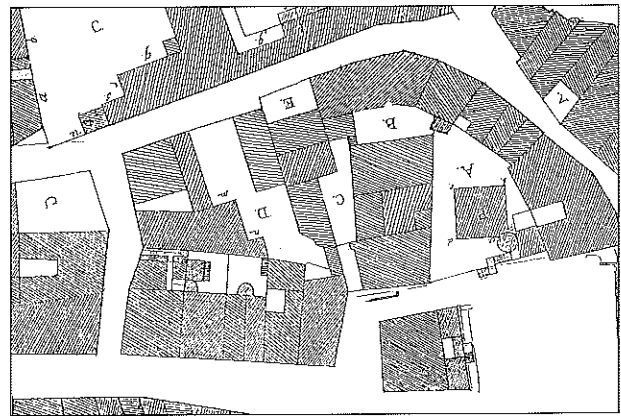
Disposition der Gebäude und Parzellenstruktur

Die „Häuserblocks“ im Altstadtzentrum sind meist unregelmäßig geformt, was sicher mit der Wegführung und den topographischen Verhältnissen zusammenhängt. Sie entsprechen auch nicht der seit dem 19. Jh. üblichen geschlossenen Bauform, sondern enthalten aufgrund besonderer Besitzverhältnisse und Nutzungsrechte Durchgänge in Form von Gassen oder Passagen, die zu den Hinterhöfen, Hinterhäusern und Nebengebäuden führen (z.B. Schéieschlach, am Dierfgen). Manche ehemaligen Gassen und Durchgänge sind heute nicht mehr sichtbar, können jedoch mit Hilfe von historischen Plänen oder Beobachtung vor Ort wiedergefunden werden.

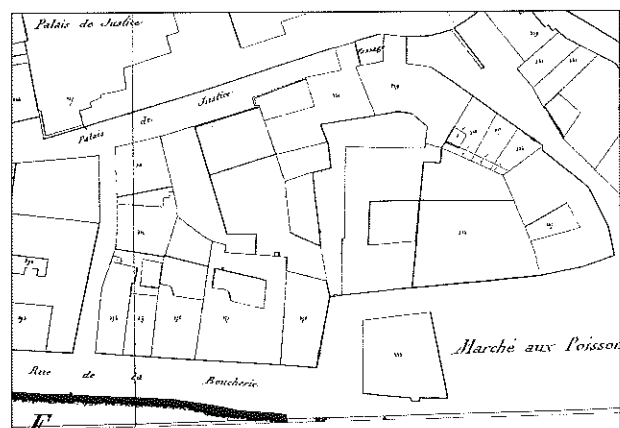
Bei der näheren Betrachtung von Ilot B anhand der Aufnahmen von Boitard (1802), des Urkataster (-1822) und seiner überarbeiteten Version, kann folgendes festgestellt werden.

Form und Größe der Parzellen sind sehr unterschiedlich und ergeben ein wenig homogenes Bild. Besonders im mittleren Bereich gibt es kaum eine erkennbare Ordnung. Die Parzellen sind sehr groß und nur zum Teil überbaut. Die so gebildeten Höfe, im Plan Boitard mit A, B, C und D bezeichnet, sind alle von dem Durchgang hinter der „Gölle Klack“ her erschlossen.

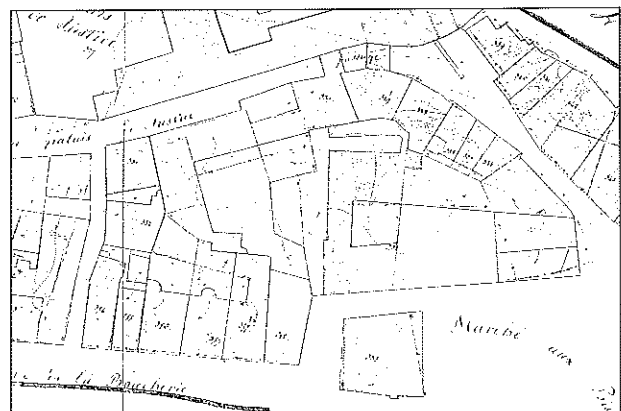
Zum Haus Nr. 11 der rue de la Boucherie beispielsweise gehörten 1777 zwei Hinterhäuser und zwei Ställe, die um einen relativ großen Hof lagen. Das Areal reicht im Norden bis an die rue du Palais de Justice, von wo es jedoch wegen zu großer Höhendifferenz keine Zugangsmöglichkeit gibt. Die Ställe wurden im 19. Jh. um- oder neugebaut und gewerblich genutzt. Um 1900 befand sich darin eine Druckerei.



~ 1802: Boitard gibt in erster Linie die äußere Erscheinungsform der Häuser mit ihren Grundflächen und Fassadenabwicklungen wieder. Dies wird im Plan mit unterschiedlichen Schraffuren dargestellt.



~ 1822: Urkataster. Erst dieser Plan gibt die eigentlichen Besitzverhältnisse als exakt definierte Grundstückparzellen mit den zugehörigen Bauten und Freiflächen wieder.



Datum?: Die bereinigte Version des Urkaster. Die Korrekturen gegenüber der vorhergehenden Fassung sind noch deutlich zu erkennen. (z.B. Gölle Klack, rue de la Boucherie 7 und 9). Weiter sind inzwischen eingetretene bauliche Veränderungen miteinfaßt.

Längs der rue de la Boucherie und teilweise der Wiltheimstraße findet man schmale rechteckige Parzellen von unterschiedlicher Tiefe. Während die Häuser an der Wiltheimstraße nur noch durch einige Kellergewölbe im heutigen Museum erkennbar sind, vermitteln uns diejenigen in der rue de la Boucherie ein gutes Bild der Wohnhausarchitektur mit seinen diversen Umbauphasen.

Seit dem 17. Jh. ist schriftlich bezeugt, daß diese Häuser eine geschlossene Hauszeile bildeten

und ihre Anordnung auf der Parzelle einem typischen Schema folgt: Haus-Hof-Hinterhaus. Für die Eckparzellen gilt dieses Schema allerdings nicht, da hier andere Belichtungsmöglichkeiten gegeben sind.

Interessant ist ferner die Parzellenstruktur längs der rue de la Monnaie. So zeigt der Urkataster, daß das Haus Zinnen aus 2 Häusern bestand, und es kann vermutet werden, daß beide eigene Eingänge und Treppenhäuser besaßen.(a)

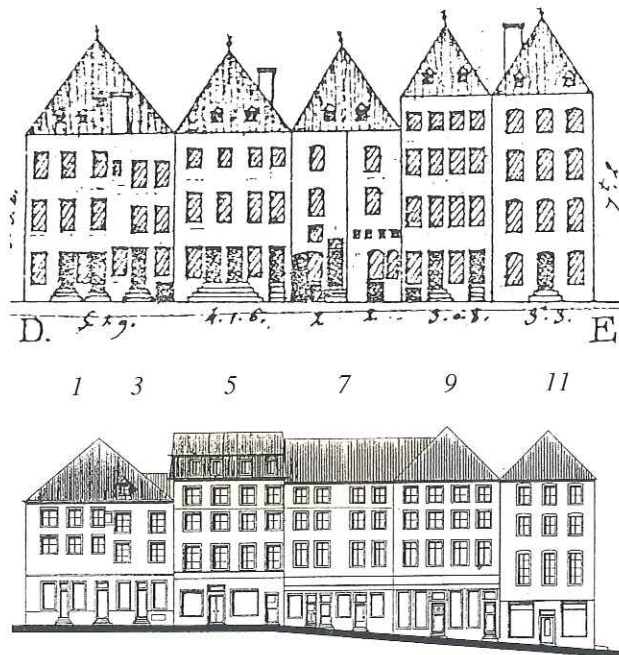


Parzellenstruktur im Ilot B aufgetragen auf dem Urkataster

Schmale, tiefe Parzellen längs der rue de la Boucherie, große, unregelmäßig geschnittene Parzellen im mittleren Bereich.

- a) Haus „Zinnen“, besteht aus 2 Häusern.
- b) Fenster und Tür in der Südfassade.
- c) kleine Passage.
- d), e) Doppelhaus.
- f) blinder Giebel

Merkwürdig ist sodann die Tatsache daß in der Südfassade des Hauses Zinnen mehrere Fenster und eine Tür direkt auf die Hofseite des Hauses 1-3, rue de la Boucherie ausgerichtet sind.(b) Ein Text von 1774 erwähnt „la rue par derrière,, und deutet darauf hin, daß es sich hier um einen öffentlichen Weg gehandelt haben könnte, der die Hintergebäude erschlossen hat.(c)



In den Häusern 1/3 und 7 ersehen wir die seit dem Mittelalter übliche Form des Doppelhauses unter einem Dach. Bei Haus 1/3 zeigt schon die Fensteranordnung, daß beide Haushälften gegeneinander versetzt sind. Bei Haus 7 ist dieser Versatz viel geringer, aber noch im Innern feststellbar. Diese Doppelhäuser waren über einen gemeinsamen Flur erschlossen und hatten nur ein einziges Treppenhaus.



Häufigkeit der steinernen Wendeltreppen im Altstadtbereich



Die geschlossene Fassade des Hintergebäudes von Haus 9 ist durchaus „normal,, weil sie auf der Parzellengrenze steht.(f)

Vergleicht man in dieser Hinsicht den Plan Boitard mit den Katasterplänen, so kann man feststellen, daß trotz aller Genauigkeit, Boitard eine Reihe von Fehlern unterlaufen sind, da ihm damals die Parzellenstruktur, wie z.B. der Grenzverlauf quer durch die Hintergebäude, noch nicht bekannt war.

Bauform

Noch 1802 waren alle Häuser der rue de la Boucherie giebelständig mit Walmdach und hatten zwei oder drei Obergeschosse. Der Boitard-Plan von 1802, der noch viele Häuser aufzeichnet, die vor dem 17. Jh. entstanden sind, deutet darauf hin, daß die Giebelständigkeit eine über Jahrhunderte hinweg gebräuchliche Form war. Im 19. Jh. wurden die Häuser Nr. 5 und 7 aufgestockt und bekamen ein neues Dach mit parallel zur Fassade verlaufender Firstlinie, d.h. die Häuser wurden traufständig.

Hausgrundriß

In vielen Häusern der Stadt Luxemburg finden wir immer den gleichen Grundrißtyp. Ein schmaler Zugang von der Straße führt zur Wendeltreppe, die in der Regel außerhalb des Grundrisses im Hof angeordnet ist. Eine Anordnung, die der Logik der Konstruktion folgt, da dadurch keine Auswechselungen in der Holzbalkendecke und im Dachstuhl notwendig waren. Diese Treppen enden im Erdgeschoß und haben keine Verbindung zum Keller. Die Wendeltreppen zeigen eine Konstruktionsweise und Formensprache, die in das 14.-15. Jh. verweisen.



Die meist steinernen Wendeltreppen an der Aussenseite der Hoffassade



- Erschließungsflur
- Treppe
- Verbindung zum Hinterhaus



Hölzerne Verbindungsbrücke bei Haus 5. Der Treppenturm erschloß sowohl Vorder- wie Hinterhaus. Die Brücke wurde wieder entfernt. Im Hintergrund der steinerne Treppenturm von Haus 9 mit den verglasten Verbindungen zum Hinterhaus.

Keller

Die Keller haben ein perpendicular zur Fassade laufendes Tonnengewölbe. Sie sind in der Regel sehr hoch, so daß in einigen Kellern eine Zwischendecke aus Eichenholz, später aus Beton, eingezogen wurde. (die Häuser 3 und 5, rue de la Boucherie und die Häuser «Zinnen», «Gölle Klack» usw.)

Die Keller sind getrennt erschlossen und waren unmittelbar über eine einläufige, steinerne Treppe von der Straße aus zugänglich. Bisweilen besitzen sie einen zweiten Zugang über eine steinerne Treppe vom Hof her.



Zisternen

Hauseigene Zisternen für die Wasserversorgung sind bereits für mehrere Häuser belegt. Die Zisternen sind überflüssig geworden, als man Anfang im Jahre 1865 Wasserleitungen zu verlegen.

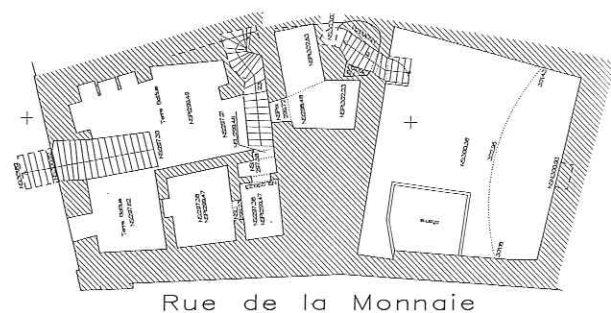
die Zisterne des Hauses Zinnen



Deckenöffnung



Wasserstandmarkierungen



Innendekoration und Innenausstattung

Die Qualität der Innendekoration und der Ausstattung variiert von einem Haus zum andern. Offenen Kamine, Holzvertäfelungen, mehr oder weniger reich verzierte Türen und Türeinfassungen, dekorativ angelegte Holzfußböden gehören zu der Standardeinrichtung der Häuser. Diese sichtbare Ausstattung verbirgt jedoch möglicherweise ältere Dekorationsformen. Vor der Renovierung sind daher tiefer liegende Schichten zu überprüfen, ohne erhaltenswerte Elemente an der Oberfläche zu zerstören. Es empfiehlt sich eine Musterkollektion der Tapeten und Farbschichten anzulegen.

1, rue de la Monnaie, „Haus Zinnen“
RAUM 4/4
Südwand
2. Tür zum Raum 3



Tapeten und Farbschichten im Erdgeschoß des Zinnenhauses



Holzvertäfelung klassizistisch mit Pilastergliederung, Paneelen und Gouttae. Erhaltenswert.

Baubestandsaufnahme

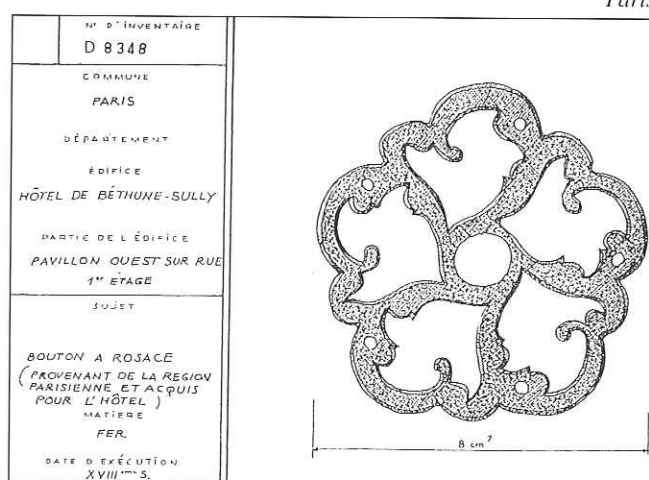
Eine sorgfältige Dokumentation des Befunds ist eine der wichtigsten Voraussetzungen für die anschließende Renovierungsarbeit. Dies gilt insbesondere im Altstadtbereich, der nicht aus einem Guß entstanden ist, sondern in dem mehrere Bauphasen ineinandergreifen. In früheren Zeiten wurde nur selten – wie es heute meist der Fall ist – tabula rasa gemacht mit bestehender Bausubstanz. Die Häuser wurden immer wieder repariert, ergänzt und ausgebaut, so daß mehrere Bauphasen zu unterscheiden sind. Die Häuser verbergen somit in ihrem Kern in der Regel ältere Bauteile als die, die direkt sichtbar sind. Um diese verschiedenen Bauphasen zu erkennen und die Bedeutung einzelner Elemente zu verstehen, bedarf es daher mehr als einer oberflächlichen Einschätzung eines Gebäudes.

Zur Baubestandsaufnahme gehören: Beschreibung, Aufmessung, photographische und z.T.

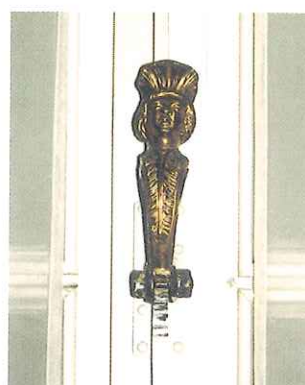
auch photogrammetrische Dokumentation einzelner Gebäude (Fassaden, Dach, Keller, Speicher, Flure, Treppenhäuser, Innenräume) und all ihrer Bestandteile: Materialien, Türen und Fenster, Einfassungen, Gesimse, Brustlehnen, Wandbekleidungen, Innenausstattung sowie die bau- bzw. kunstgeschichtliche Zuordnung und Bewertung.



Zweck dieser Kartei ist es, den Ist- Zustand der Häuser zu erfassen und eine Grundlage für das Renovierungskonzept zu schaffen.

Die Baubestandsaufnahme bezeichnet die Elemente, die erhalten bleiben sollen und gibt Empfehlungen für die weitergehende Bauuntersuchung, die nach der Räumung der Häuser stattfinden kann.



















rue de la Boucherie



Baubeschreibung der Wohn- und Geschäftshäuser in der Altstadt	
Bestandsaufnahme	
Straße, Haus Nr. 1, rue de la Monnaie Kataster Nr. 331/376 Hauptbaukörper / Nebengebäude / Hinterhaus Haus Nord Kurzcharakterisierung Geschossanzahl: 3 Ein- bzw. doppelachsig, b) zweiaxig, a) dreiachsig, vier- und mehrachsig (Obergeschosse) Dachform: Walmdach	Ergänzungen / Zustand Urkataster Nr. 331 1, rue de la Monnaie besteht aus 2 Häusern : Urkataster Nr. 331 und 332 a) rue du Palais de Justice b) rue de la Monnaie
Ausrichtung / Lage Eckbau / Einseitig angebaut / zweiseitig angebaut Giebelständig / traufständig a) Firstlinie parallel (rue P.J.) / b) quer zur Straßenflucht (rue de la Monnaie) Terrain: eben / abschüssig	
Funktion Wohnen Geschäft Büro / Museum Andere Dienstleistung: Museumsatelier	Geschoß +3 +1/ +2 
Baualter Baukörper: 18. Jh. (geschätzt) Fassade: renoviert vermutlich 30er Jahre 20. Jh. Anker / Inschrift: Umbau: im 19. Jh.	vgl. Foto 1940-45 Photothek und Photo Musée No 13 231 Verlagerung des Eingangs; Zusammenschluß der Häuser 331 und 332

Verbindungselemente / Brücken / Galerien / Treppenhäuser	
Lage: Zwischen Haus 331 und 332 eingebaut; dient der Erschließung der Obergeschosse in beiden Häusern. Bauzeit: Vermutlich zur Zeit der Zusammenlegung der beiden Parzellen (1869) eingebaut. Geschoßanzahl: ±4 Material: Holzkonstruktion Öffnungen: +2 eine mit Atelierfenster (Metallunterteilung neunteilig); +3 zwei Fenster mit verschnörkelten Beschlägen Treppe: Holz; Antrittsstufe aus Stein, abgerundet Geländer: Gußeisern mit Handlauf aus Holz; Antrittspfosten verzinkt	  
Wandverkleidung: +1 und +2 Sockel (ca. 1,50 m) mit Kacheln wie Fassade +1, darüber sandfarbiger Kalkanstrich (2. Schicht: hellblaue Farbe) +3 und +4 Sockel (ca. 0,51-0,53 m) braune Ölfarbe, darüber sandfarbiger Kalkanstrich (2. Schicht hellblaue Farbe)	+4 Loch im Putz (Ostwand) macht Ziegelmauerwerk mit senkrechtem Holzbalke sichtbar   

Straße, Haus: 7, rue de la Boucherie	
Innenausstattung Erstes Obergeschoß +2	Anmerkungen, Ergänzungen
Raum: +2 - 1/4 	Niveauunterschied, Raum 1/4 liegt ca 0,06m tiefer als Raum 4/4. Die Türeinfassungen gehen auf beiden Seiten bis Fußbodenniveau
Fußbodenbelag: Holz (Eiche, Buche, Fichte), Lino, Teppichboden 	Fischgrätmuster mit Mittelsstreifen; handgeschmiedete Nägel Zustand: gut Absolut erhaltenswert
Sockel: Fußleiste + Holzvertäfelung, Tapete Sockelhöhe: ca. 0,32 	
Wandbekleidung: Tapete, Putz mit Anstrich	Rohfaser, rezent -> Vor Renovierung Farbschichten bzw. Tapetenschichten dokumentieren
Decke: Stuck / Muster: umlaufendes Profil in der Mitte ein Medaillon 	-> Vor Renovierung Farbschichten dokumentieren; Probe aus der Decke entnehmen, möglicherweise anderer Dekor darunter 

Straße, Haus: 11, rue de la Boucherie, Hinterhaus	
Innenausstattung	Anmerkungen, Ergänzungen
Raum: Treppenhäuser Der Eingang zum Treppenturm von der Südseite ist als Kloraum unfunktioniert. Treppe Die Wendeltreppe ist aus Stein, die Stufen haben, eine Holzverkleidung (die Steintritten waren vermutlich ausgetreten), die zwischen den Geschossen +2 und +3 aufhört. Bis ins +2 ist ein Holzhandlauf an der Wand angebracht, danach ein Handlauf aus Metall, der z.T. schadhaft ist  	 
Fenster Die Fenster stammen wahrscheinlich aus dem 18. Jh. (vgl. dekorative Beschläge)  	 
Farbspuren Farbspuren sind an der Treppe (weiß und blaugrau) im Erdgeschoß zu beobachten und an der Wand des Treppenhauses (blaugrau, grün; Andeutung einer Sockelzone)	 

Les fonds d'archives consultés

Au cours de l'année 1995, l'objectif de l'étude historique consistait à enrichir les données déjà retrouvées dans les publications et visait surtout les sujets liés étroitement à l'architecture et qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une étude.

Ainsi a-t-on pu trouver pour le XVIII^e siècle des indications sur la disposition des pièces à l'intérieur des maisons de la rue de la Boucherie, sur les transformations faites dans ces demeures ou encore des descriptions détaillées de mobiliers.

Pour pouvoir trouver une description d'une maison du XVIII^e siècle et aussi pour rattacher cette donnée historique à la réalité architecturale, il faut passer par plusieurs étapes.

Concernant les textes des 150 dernières années, il n'existe aucune difficulté pour identifier une donnée avec la réalité architecturale, car depuis 1854 le numéro des maisons est resté inchangé.

Or, depuis la fin de l'Ancien Régime à l'année 1854, les numéros d'habitation ont changé à cinq reprises. Avant 1795, les numéros d'habitation n'existaient même pas et

les seuls repères pour situer la maison étaient les noms des voisins.

Pour pouvoir interpréter le contenu d'un texte antérieur à 1854, il faut tout d'abord établir le lien entre l'ancien numéro et celui d'aujourd'hui et répertorier ensuite les noms des occupants d'un pâté de maison.

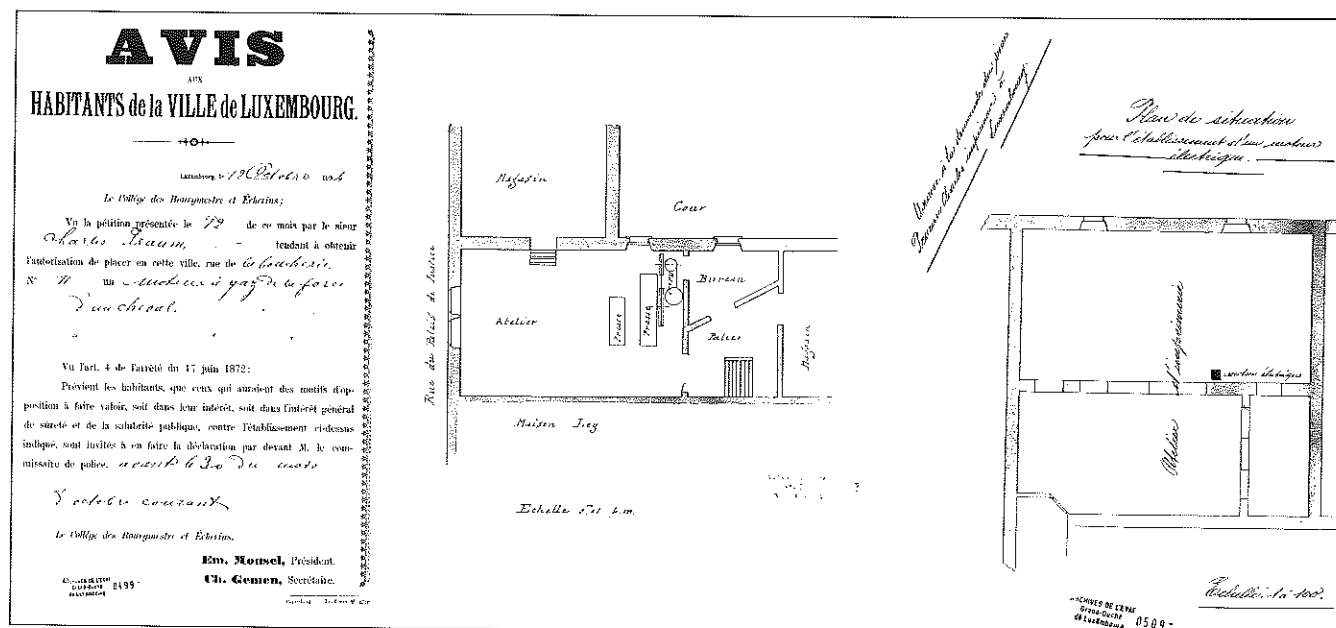
Dans la pratique, il s'est avéré que l'information sur l'architecture privée se trouve dans divers fonds d'archives, dont nous avons consulté ceux énumérés par la suite. Pour les données postérieures à 1854, les dénombrements fournissent des renseignements sur les habitants des maisons (date de naissance, état civil, profession) et sur leur nombre d'occupants par maison. Ainsi l'architecte Antoine Luja et sa famille habitaient la maison „Zinnen“ (1, rue de la Monnaie) en l'année 1900.

Un autre fonds consulté a été celui des établissements industriels (*Archives Nationales*). Pour la période de 1865 à 1910, nous avons retrouvé les plans et l'affectation de trois arrière-bâtiments de la rue de la Boucherie.

S'y trouvaient une fabrique de tabac, une imprimerie et une boucherie.

Plan et avis de 1894 et plan de 1910

L'imprimeur Charles Praum, demeurant au 11, rue de la Boucherie, demande l'autorisation pour installer un moteur dans les bâtiments de la cour arrière. Ce document indique non seulement l'affectation du bâtiment et la subdivision du rez-de-chaussée, mais permet aussi de comparer le bâtiment situé dans la cour du nr. 11, aux plans de 1894 et 1910. On constate que le magasin de 1894 a été agrandi et utilisé en 1910 comme atelier d'imprimerie. Les dimensions du bâtiment de 1910 sont identiques à celles d'aujourd'hui.



Pour rechercher les descriptions architecturales concernant la période de 1795 à 1854, la démarche est plus complexe.

Dans un premier temps, les listes d'imposition et la liste des mutations ont été consultées. La première permet de répertorier les gens par rue mais indique également le nombre de portes et de fenêtres des maisons au début du XIXe siècle. Cette information est utile pour comparer l'aspect extérieur des maisons d'aujourd'hui à celui d'il y a presque deux siècles.

Après consultation des registres d'impôts on arrive à établir la liste des propriétaires d'une maison à une époque donnée.

Exemple des propriétaires et de leur profession du 5 rue de la Boucherie entre 1800 et 1850:

les propriétaires

à partir de 1794 jusqu'en 1823:

Didenhoven Joseph,
boucher

en 1823 – 27:

Schloeder Veinand,
négociant

en 1827:

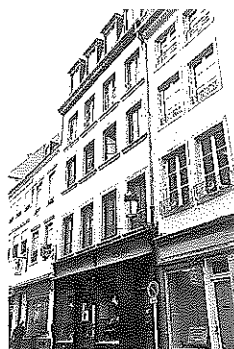
Leclerc François Henri, avoué

avant 1840:

Badissee, Krumb, Blum,
Schneider, Defaye Crocius, Ulveling

après 1840:

Bacless Philippe Chrétien



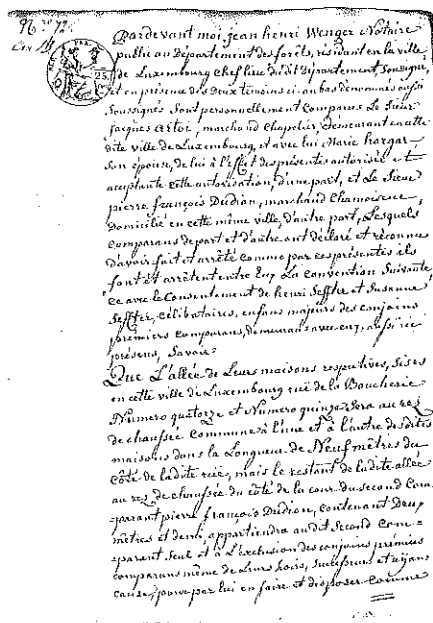
La liste de mutations, (Archives de la ville de Luxembourg) énumère dans un ordre chronologique toutes les transactions de propriétés qui ont été opérées entre 1803 et 1846 dans la ville haute et dans la ville basse de Luxembourg. Elle juxtapose le nom de l'ancien propriétaire à celui du nouveau propriétaire et mentionne le notaire, la date et le numéro de l'acte, mais ne fournit (à partir de 1814) aucune indication sur l'emplacement de la propriété.

Pour cette raison, il faut relier l'information de la liste d'imposition, qui situe la propriété, à la liste des mutations, qui indique la date de vente d'une maison.

La prochaine étape consiste à rechercher l'acte dans le Minutier Central des Notaires (Archives Nationales). Un acte de succession ou de vente peut en effet regrouper des actes antécédents et contient généralement la description de l'immobilier et/ou du mobilier.

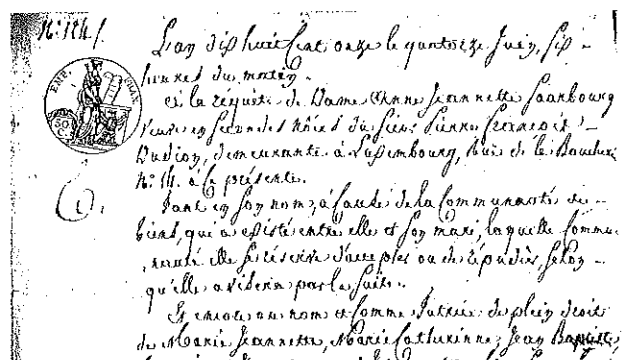
Dans le fonds des actes notariaux, qui contient à l'heure actuelle plus de 6450 liasses, on a pu trouver par un dépouillement ciblé des actes concernant la maison sise 3, rue de la Boucherie.

L'acte du notaire Wenger an 13 (1804) établit que le corridor est commun au rez-de-chaussée aux propriétaires Jacques Artoi, chapelier, du nr 1 et Pierre François Dudion, marchand chamoiseur du nr 3.



Acte du notaire Heuschling, 1811.

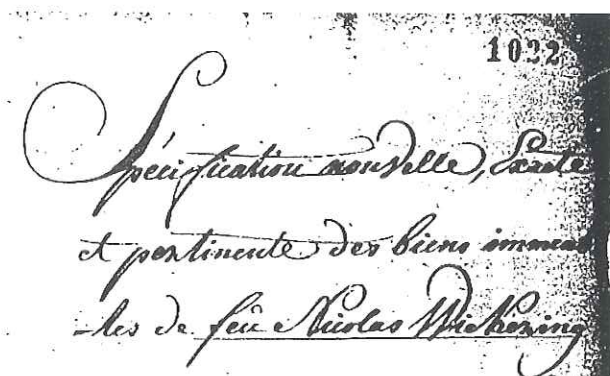
Après le décès du sieur Dudion, l'acte dresse un inventaire du mobilier de la maison. Cet inventaire permet d'avoir une idée de la vie quotidienne d'une famille de la rue de la Boucherie, mais indique aussi l'affectation des pièces de la maison.



Afin de rechercher les descriptions des maisons avant 1800, nous avons retrouvé une source qui s'appelle „spécification des maisons écriées“ (Archives Nationales). Il s'agit d'un document juridique contenant plus de

1000 pages et décrivant une centaine de demeures urbaines entre les années 1752 et 1780. Chacune des demeures est localisée par rapport à son voisinage. Or, connaissant les pâtés de maisons en 1800, il a été possible d'identifier les nr 3 et 11, rue de la Boucherie pour les années 1774 et 1777.

Extrait du manuscrit du 18. 6. 1774 concernant la description de la maison 3, rue de la Boucherie.



Ces textes sont d'une valeur historique incontestable pour l'histoire architecturale, car ils décrivent, des caves aux combles, chaque détail de la maison, l'affectation de la maison, de la cour et du bâtiment arrière, le nom des occupants, la disposition des pièces, la description des escaliers, le système de chauffage, le système d'alimentation et d'évacuation d'eau, etc.

Ainsi, il a été possible, par un certain nombre de détours, de retrouver la description architecturale d'une maison.

Schéma résumant la démarche de la recherche:

après 1854:

- le démembrement
- les établissements industriels

de 1796 à 1854:

liste de contributions et liste de mutation



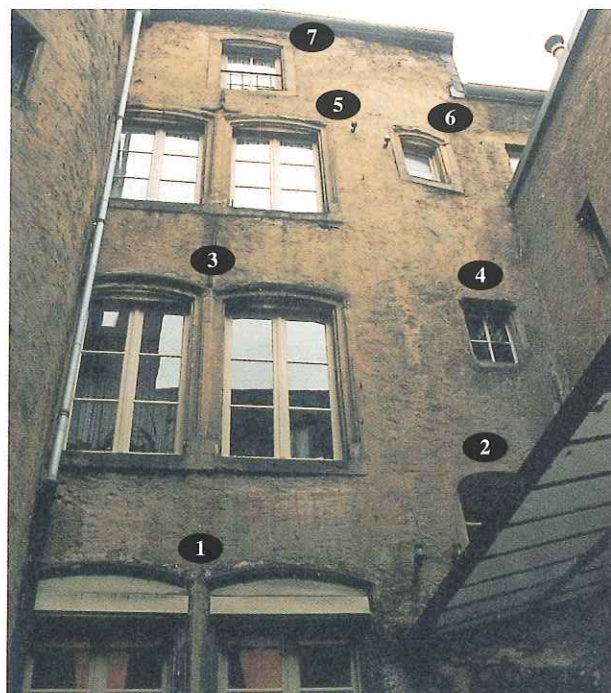
actes notariaux

avant 1800:

liste de contributions et actes notariaux



spécification des maisons



Les pièces donnant sur la cour en 1774.

- 1) „poile“ (Stuff)
- 2) petite chambre servant de „poile“
aujourd'hui cette chambre est substituée par la cage d'escalier (photo ci-dessous)
- 3) chambre
- 4) corridor
- 5) chambre
- 6) corridor
- 7) grenier



Fiche type résumant les résultats de la recherche archivistique

Numéro de la maison : 3

actuel: 3

la maison sise 3, rue de la Boucherie



ancien:

1794: nr 255¹
1809-1814: nr 14²
1814-1825: nr 351³
1825-1854: nr 346⁴
1854-1881: nr 3⁵
1881- ...: nr 1-3⁶

Numéro cadastral:

actuel: 354/1378⁷

ancien: 355⁸

en 1881 réunion des parcelles 355 et 354 en 354/891

Propriétaire:

d'autrefois:

jusqu'en 1774: feu Nicolas Wickerling, marchand⁹

3.1.1777: adjudication de la maison à François Dudion,

marchand pelletier marié à la dame Marie Goerges¹⁰

1794: acquisition de la propriété lors de ses noces par Pierre François Dudion,

marchand, pelletier, marié en premières noces à Marie Madelaine Meyer le 2.3.1794 devant le notaire Erpelding († le 30 brumaire an 6) et en secondes noces à Dame Anne Jeannette Saarbourg¹¹

1811: Dame Anne Jeannette Saarbourg, veuve en seconde noces de sieur

Pierre François Dudion(† 9.5.1811)

après 1820 et sûrement en 1823: Seyden Sébastien¹²

vers 1840: Lahaye Henriette, veuve¹³

1850: il n'existe aucun numéro 346, tout est regroupé sous le nr 345. Est-ce parce que la veuve Lahaye est la propriétaire des deux maisons?

1854: Laser rentière, la seule contribuable énumérée sous le nr 346¹⁴

1864: seul contribuable Mr Ackerman France¹⁵

1867: Troquet Jean¹⁶

1881: Lahaye Henriette¹⁷

1891: Ernster Jean, concierge

1895: Messenich Nicolas, marchand, recensé encore en 1907-08

¹ Rupprecht Alphonse, *Logements militaires à Luxembourg pendant la période de 1794 à 1814*, 1979 ed. Kripler-Muller, Luxembourg p. 121

² rôle de contribution directe, personnelle, AVL, R/LU/III/24.1.1, f 109-110

³ Contributions directes, f 141, AVL

⁴ pour l'année 1840, sources AVL LU/IV/1 24.1.27 et pour l'année 1827 Patentes aux AVL

⁵ R/LU/IV/1 24.1 22

⁶ Luxembourg Handels-Adressbuch, S. 81, pour 1907-08

⁷ Rupprecht Alphonse, *Logements militaires à Luxembourg pendant la période de 1794 à 1814*, 1979 ed. Kripler-Muller, Luxembourg p. 121

⁸ pour l'année 1824 et 1840, recherches à l'Administration du Cadastre et de la Topographie, section F, cahier 2

⁹ LVI, 330, f 1026

¹⁰ notaire Heuschling F.X., acte nr 124, 1811

¹¹ notaire Heuschling F.X., acte nr 124, 1811

¹² Cadastre f 32, AVL

¹³ Cadastre, section F, cahier 2

¹⁴ R/LU/IV/1 24.1 12 (AVL)

¹⁵ R/LU/IV/1 24.1 22

¹⁶ LU/IV/1 24, 25

¹⁷ Administration du Cadastre et de la Topographie

Activité commerciale / artisanale:

actuelle: boutique de vêtements féminins

autrefois:

à partir de 1777 et jusqu'en 1816:

boutique de pelleterie, de chamoiseur et de mégisserie

un exemple 1809: chamoiserie¹⁸

1823 et notamment en 1825: chapellerie¹⁹

idem pour 1827: le chapelier embauche deux
ouvriers, faiseur de
casquettes et boutique

vers 1864: fabricant de corsets,
boutiquier²⁰

vers 1867: fabricant de
chapeaux²¹

fin XIX e : le propriétaire Nicolas
Messenich est marchand

Habitants:

autrefois:

en 1827: Grachen M, commissaire, Lauth veuve,
couturière, Bors Jean, tailleur d'habits et
deux de ses ouvriers

en 1850: Bertrisse la femme, marchande, veuve (?),
Reuland Their peintre en bâties, Maré-
chal Eléonore, rentière (?)

en 1881: Welter Hemmer, épicier, Schmit Théodore,
marchand de faïences, Lelièvre Joseph,
employé des postes

en 1907-08: Heinesch Michel, Spezereiwaren, Samen-
handlung, Bohr Johann Schneidermeister,
Reinert, Witwe, Reinert August, Oktroi-
beamter, Reinert Jos, Schneider, Grethen
Peter, Tagelöhner, Reuter und Wirtz,
Werkstätte, Ofenbauer

Détails sur la maison:

Façade principale:

1809: 18,5 portes et fenêtres²³

1820: 13 portes et fenêtres²⁴

1840: 15 portes et fenêtres²⁵

Intérieur:

1774²⁶: boutique et cuisine, couloir mitoyen avec la
veuve Berchem, côté ouest, maison à deux
étages, grenier, avec lucarnes du côté est, (J.
Wohleber) différents niveaux, cave avec accès
dans la cour et dans la boutique²⁷

1794: *nr 255 La veuve Dudion quartier d'officier de
2 chambres avec cheminée l'une sur le devant
et l'autre sur le derrière pour 10 hommes, 8
places au bâtiment principal, 2 derrière*²⁸

six germinal an 13 (27 avril 1804): le voisin Jacques Ar-
tois, chapelier et Pierre François Dudion
conviennent que l'allée de leur maison est com-
mune sur une longueur de neufs mètres côté
rue, mais que le restant de la dite allée (à deux
mètres et demi) au rez-de-chaussée du côté de
la cour appartient à Mr Dudion.²⁹

1811³⁰: l'inventaire dressé suite à la mort du sieur
Pierre François Dudion, tanneur, décrit les
pièces de la maison et son contenu. La cuisine
située au XVIIIe siècle entre la boutique et le
poêle, se retrouve maintenant dans le bâtiment
arrière de la cour. Le rez-de-chaussée n'est plus
subdivisé en trois, mais en deux pièces.

L'inventaire met en lumière les ustensiles de la
vie quotidienne au début du XIXe siècle dont
énumération suit: 6 assiettes d'étain à soupe, 4
gamelles, 5 plats, 1 théière, 1 laitère, 1 pot
d'huile en étain, 1 paire de chandeliers de
cuivre, 2 casseroles, 1 passoire de cuivre, 2
pots, 2 "couvit., avec "leure., *Encore dans la
cuisine: deux lampes, une en cuivre jaune, un
coquemar un mortier et un bonnet de jures le
tout en cuivre, une garniture d'anciennes me-
sures en étain depuis le pot jusqu'au quartet,
une table de cuisine, bois de chêne et un petit
fourneau de tôle.*

¹⁸ R/LU/IV II 24.1.16 f 129-132

¹⁹ Cadastre f 32, AVL

²⁰ R/LU/IV/I 24.1 22, AVL

²¹ LU/IV/I 24.1 25, AVL

²² Administration du Cadastre et de la Topographie

²³ R/LU/III 24.1.16 f 129-132, AVL

²⁴ Contributions directes f 141, AVL

²⁵ Feyden Sebastien, LU/IV/I 24.1 27, AVL

²⁶ (ANL) A LVI, 330

²⁷ (ANL) A LVI, 330 f 1022'

²⁸ Rupprecht, Logements militaires..., p.121

²⁹ notaire Heuschling F.X., acte nr 124, 1811, ANL

³⁰ notaire Heuschling F.X., acte nr 124, 1811, ANL

Extraits du manuscrit de 1774³¹

détail: le rez-de-chaussée

boutique³²: on monte trois degrés (marches d'escalier) de pierres de taille dans une boutique, où se trouve un tambour bois de chesne, par la quelle porte on descend dans la cave de la maison de la dite Boutique prend jour de la dite rue par une grande ouverture pourvue en dehors de ventillons bois de chesne, au fond de la dite boutique se trouve un armoire emmurailé à deux battants bois de chesne, au fond de la dite boutique se trouve une fenetre à quatre volets de vitres prend la clarté de la dite boutique dans la cuisine de la maison où aussi se trouve une porte moitié vitrée et moitié de bois et au-dessus encore une fenetre qui donne la clarté de la dite boutique sur les escaliers et cuisine de la maison, par laquelle on entre dans la cuisine

la cuisine³³: une porte vitrée entre la cuisine et la boutique, où aussi la cheminée et le hâtre formé d'une tacque de fer de fonte, et sur icelle repose une autre tacque qui donne la chaleur au poile de la maison (Stuff), où aussi une embuchure, où aussi un lavoir de pierres, où encore une porte moitié vitrée et moitié de bois, au-dessus un petit armoire emmurailé avec un battant de bois de chesne (...). Dans la dite cuisine on monte un escalier bois de chesne à une porte moitié vitrée et moitié de bois, par la quelle on entre dans une chambre au premier étage.

stuff³⁴ situé derrière la cuisine et on y entre par la porte ci-dessus décrite, par la quelle porte on entre au poil par

derrière de la maison, qui prend jour par deux croisées de vitres dans la cour de la maison, pourvues de ventillons de bois où aussi un armoire à deux battans, et de l'autre côté un mur encore un armoire à quatre battans bois de chesne, où aussi une porte, par la quelle on peut moienant une echelle monter dudit poile à un escalier à trois degrés en bois dans une petite chambre qui prend jour de la cour de la maison. Les objets que contient le poile en 1811 sont énumérés en notes en bas de page.³⁵

la petite chambre: située au-dessus du séjour (Stuff), qui prend jour de la cour de la maison par une fenetre à deux volets de vitres et endehors avec quatre bareaux de fers.

la cour arrière et sa boulangerie

au fond de la dite allée de la maison se trouve une porte bois de sapin, par la quelle on descend trois degrés de pierres de taille dans la cour de la maison, où la citerne, où aussi une porte, par laquelle on entre au siege des latrines, où aussi une autre porte par laquelle on entre et sorte dans la susdite rue par derriere.

la boulangerie: dans la cour s'y trouve encore une porte par la quelle on entre dans une boulangerie, qui prend jour de la cour par trois volets de vitres, dans un mauvais Etat, où le four; où aussi une porte par la quelle on monte neufs degrés de bois dans une chambre, qui prend jour de la cour de la maison..

Exemple d'une cuisine du XVIII^e siècle, Musée National d'Histoire et d'Art



L'intérieur d'une boulangerie, d'après l'encyclopédie Diderot - d'Alembert



³¹ (ANL) A LVI, 330

³² (ANL) A LVI, 330 f 1022' et 1023, notaire Heuschling F.X., acte nr 124, 1811: boutique de chamoiseur

³³ (ANL) A LVI, 330 f 1023 et 1023'

³⁴ (ANL) A LVI, 330 f 1023'

³⁵ notaire Heuschling F.X., acte nr 124, 1811: Une montre en or et en argent, un miroir avec cadre de bois noir, une table en bois de chêne avec deux tiroirs, trois terrines, une douzaine d'assiettes et d'autres vieux objets de faïence, ANL

V. Annexe: Loi du 29 juillet 1993

Loi du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 8 juillet 1993 et celle du Conseil d'Etat du 20 juillet 1993 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Il est créé sous la dénomination de «fonds de rénovation de la Vieille Ville», ci-après appelé «le fonds», un organe spécial qui a le caractère d'un établissement public et qui est chargé de réaliser, pour le compte de l'Etat, les opérations visées à l'article deux.

Le fonds est constitué pour une durée de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 2. Le fonds a pour mission la rénovation, en totalité ou en partie, de quatre îlots d'immeubles dont les parcelles cadastrales sont désignées par les numéros et délimitées par les rues ci-après:

Ilot A: les parcelles 340/831, 341/1494, 343/889, 344/663, 345/634, 348, 352/2226 délimitées par la rue Wiltheim, le boulevard Victor Thorn et la rue Sigefroi;

Ilot B: les parcelles 333, 334/2132, 331/376, 357, 358, 333 délimitées par les rues Sigefroi, de la Boucherie, de la Monnaie, du Palais de Justice et Wiltheim;

Ilot C: les parcelles 209/1005, 209/1006, 327/1103, 328/1007 délimitées par les rues du Nord et du Palais de Justice;

Ilot D: les parcelles 280/1534, 280/1535, 280/1935, 280/2238, 286/2371 délimitées par les rues du Nord et Côte d'Eich.

Les parcelles figurent sur les extraits des plans cadastraux joints en annexe qui font partie intégrante de la présente loi.

La mission du fonds comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation d'immeubles ainsi que l'aménagement des alentours. Les opérations à réaliser par le fonds sont reconnues d'utilité publique.

Art. 3. L'Etat est autorisé à céder au fonds les immeubles qui lui appartiennent dans les îlots précisés à l'article 2.

Les autres propriétaires des immeubles des îlots concernés peuvent soit participer à la réalisation de la mission conférée au fonds, et cela suivant des modalités à convenir entre parties, soit lui céder leurs propriétés au prix du jour sans que toutefois il soit tenu compte d'une augmentation de valeur pouvant résulter des aménagements projetés ou réalisés par le fonds.

Art. 4. Le fonds doit être autorisé par le Gouvernement en conseil pour toutes les opérations concernant l'achat, la vente et l'échange d'immeubles.

L'autorisation du ministre des Finances est seule requise pour la location d'immeubles ou parties d'immeubles qu'il a gardés en propriété.

Les marchés de travaux et de fournitures conclus par le fonds dans l'intérêt de l'accomplissement de sa mission sont soumis à la législation de l'Etat relative aux marchés publics de travaux et de fournitures.

Art. 5. Les acquisitions, les cessions ou les échanges font l'objet d'actes administratifs à recevoir par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Les parties sont dispensées de recourir à la vente publique dans les cas visés par la loi du 12 juin 1816 qui détermine les formalités à observer à l'égard de la vente d'immeubles appartenant à des mineurs, à des successions acceptées sous bénéfice d'inventaire, etc., loi qui reste applicable pour le surplus.

Art. 6. Le fonds supporte les dépenses relatives à sa mission. A cet effet il est autorisé à lancer un ou plusieurs emprunts ou à se faire ouvrir auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat ou auprès d'un autre établissement bancaire agréé au Grand-Duché de Luxembourg un ou plusieurs crédits jusqu'à concurrence d'un montant total de 2 milliards de francs.

Ces opérations financières se font sous la garantie de l'Etat qui en assume les charges d'amortissement et d'intérêts en ce qui concerne le ou les emprunts et les charges d'intérêts en ce qui concerne la totalité du crédit dont dispose le fonds auprès du ou des établissements bancaires.

Les conditions et modalités de l'emprunt, notamment les montants des différentes tranches ainsi que leurs dates d'émission, font l'objet de règlements à prendre par le ministre des Finances. Ces règlements peuvent prévoir que les intérêts du ou des emprunts sont exempts, en tout ou en partie, des impôts présents et futurs.

Les montants, les conditions et les modalités des ouvertures de crédit sont soumis à l'approbation du ministre des Finances.

Art. 7. Le fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et de la Ville. Cette exemption ne s'applique pas aux salaires des greffiers et conservateurs des hypothèques.

Art. 8. Le fonds est placé sous l'autorité du ministre des Travaux publics qui rend annuellement compte de la gestion du fonds à la Chambre des Députés.

La gestion financière du fonds est soumise au contrôle de la Chambre des Comptes.

Art. 9. Le fonds est administré par un comité-directeur composé d'un délégué du ministre des Travaux publics, d'un délégué du ministre des Finances, d'un délégué du ministre des Affaires culturelles, d'un délégué du ministre du Logement et de l'Urbanisme, d'un délégué du service des sites et monuments historiques et de deux architectes de l'administration des Bâtiments Publics.

La Ville de Luxembourg y est représentée avec voix consultative.

Le comité-directeur est présidé par le délégué du ministre des Travaux publics, ou, en cas d'empêchement, par le délégué du ministre des Finances.

Art. 10. Le président et les membres du comité-directeur sont nommés et révoqués par le ministre des Travaux publics sur proposition des ministres concernés. Le ministre des Travaux publics peut nommer un ou plusieurs représentants des riverains qui n'ont que voix consultative et dont le choix se fait parmi les propriétaires d'immeubles situés dans les différents îlots.

Le comité-directeur est assisté d'un secrétariat dont les membres sont nommés par le ministre des Travaux publics.

Les décisions du comité-directeur sont soumises à l'approbation du ministre des Travaux publics, l'accord du ministre des Affaires culturelles étant requis pour toute question d'ordre esthétique, historique et archéologique.

Art. 11. L'exécution des décisions du comité-directeur, l'expédition des affaires courantes du fonds ainsi que la représentation du fonds en justice et dans tous autres actes privés et publics sont assurées par le président.

Art. 12. Dans la mesure de ses moyens, l'Etat met à la disposition du fonds les services, l'équipement et les installations nécessaires à son fonctionnement. Le fonds peut, sur autorisation du ministre des Travaux publics, s'assurer tous autres concours pour lui permettre d'exécuter sa mission.

Art. 13. Avant le 1^{er} avril de chaque année, le comité-directeur soumet au Gouvernement un état d'avancement des travaux ainsi que l'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes du fonds, lesquels sont vérifiés et arrêtés par la Chambre des Comptes. La forme de ces documents comptables est déterminée par le ministre des Travaux publics, sur avis du ministre des Finances.

Art. 14. Le fonds est dissous, soit de plein droit par l'expiration du temps pour lequel il a été formé ou par la consommation de l'opération qu'il avait pour objet, soit par décision du comité-directeur approuvée par le ministre des Travaux publics et le ministre des Finances. La dissolution se fait par règlement grand-ducal qui détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation du fonds.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre des Travaux Publics,

Robert Goebbels

Le Ministre des Finances,

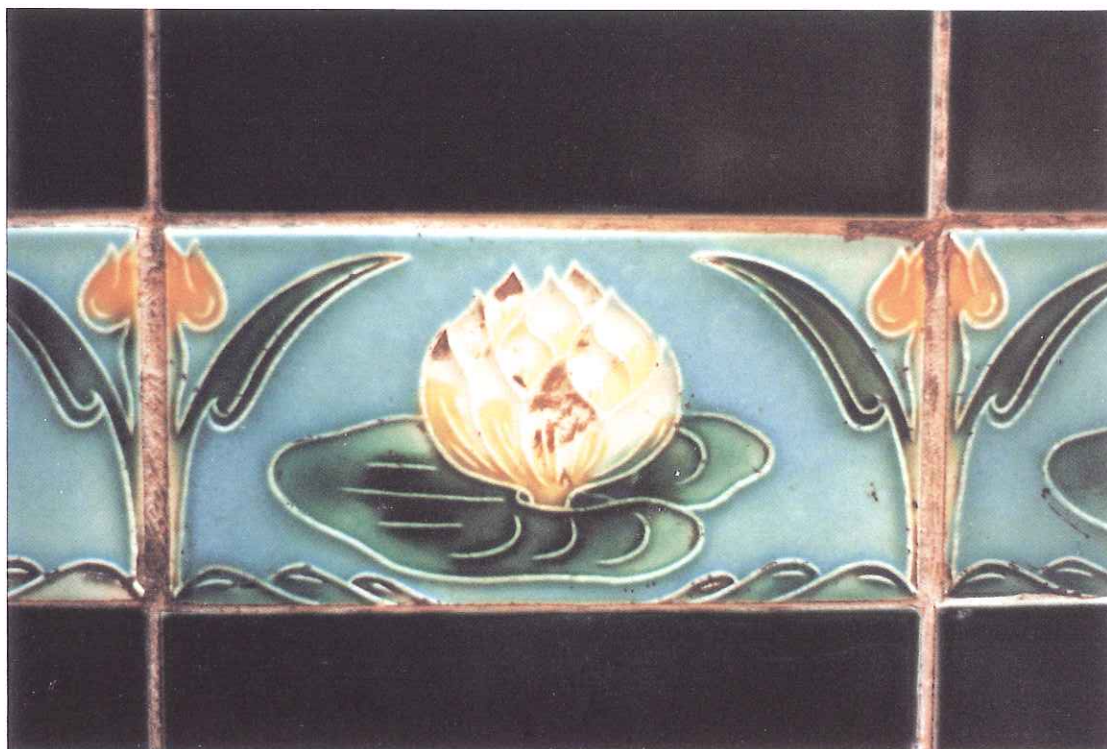
Jean-Claude Juncker

Cabasson, le 29 juillet 1993.

Jean

VI. Comptes annuels

Maison Zinnen



Rapport de révision

Au Comité Directeur du

Fonds de Rénovation de la Vieille Ville

Nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville pour l'exercice 1995. Les comptes annuels relèvent de la responsabilité du Comité Directeur. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Comité Directeur pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville au 31 décembre 1995 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Luxembourg, le 12 février 1996

Coopers & Lybrand S.C.
Réviseurs d'Entreprises
représentée par
Jean-Sébastien Falisse

Fonds de Rénovation de la Vieille Ville
Bilans aux 31 décembre 1995 et 1994
(Exprimés en francs luxembourgeois)

		1995	1994
	Notes	LUF	LUF
Actif			
Actif immobilisé	4(a), 7		
Immobilisations incorporelles		77.624	116.437
Immobilisations corporelles		614.799	539.027
		<u>692.423</u>	<u>655.464</u>
Actif circulant			
Stocks			
– Immeubles en cours de rénovation	4(b), 8	948.351.242	946.933.782
Autres créances		4.179.630	1.621.631
		<u>952.530.872</u>	<u>948.555.413</u>
Perte de l'exercice		<u>19.990.660</u>	<u>27.466.121</u>
		<u>973.213.955</u>	<u>976.676.998</u>
Passif			
Capitaux propres			
Dotations en capital	5	939.195.000	939.195.000
Résultats reportés		(28.111.448)	(645.327)
		<u>911.083.552</u>	<u>938.549.673</u>
Dettes			
Dettes envers des établissements de crédit	6	57.580.450	29.775.098
Autres dettes		4.502.953	8.352.227
		<u>62.083.403</u>	<u>38.127.325</u>
Comptes de régularisation		<u>47.000</u>	<u>-</u>
		<u>973.213.955</u>	<u>976.676.998</u>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels.

Fonds de Rénovation de la Vieille Ville

Comptes de profits et pertes pour les exercices clôturés aux 31 décembre 1995 et 1994 (Exprimés en francs luxembourgeois)

		1995	1994
	Notes	LUF	LUF
Produits d'exploitation			
Variation du stock d'immeubles			
en cours de rénovation	9	1.417.460	7.738.782
Autres produits d'exploitation		1.447.606	319.044
		<u>2.865.066</u>	<u>8.057.826</u>
Charges d'exploitation			
Autres charges externes	10	(14.992.256)	(26.206.728)
Frais de personnel et organes de direction		(2.768.849)	(2.539.744)
Corrections de valeur sur			
immobilisations corporelles et incorporelles	4 (a)	<u>(159.820)</u>	<u>(121.874)</u>
		<u>(17.920.925)</u>	<u>(28.868.346)</u>
Résultat d'exploitation		(15.055.859)	(20.810.520)
Autres intérêts et produits assimilés		—	585.353
Intérêts et charges assimilées		<u>(2.637.762)</u>	<u>(1.302.587)</u>
Résultat financier		(2.637.762)	(717.234)
Résultat provenant des			
activités ordinaires		(17.693.621)	(21.527.754)
Produits exceptionnels	6	2.634.562	1.302.587
Charges exceptionnelles	11	<u>(4.931.601)</u>	<u>(7.240.954)</u>
Résultat exceptionnel		<u>(2.297.039)</u>	<u>(5.938.367)</u>
Perte de l'exercice		<u>(19.990.660)</u>	<u>(27.466.121)</u>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels.

Fonds de Rénovation de la Vieille Ville

Notes aux comptes annuels au 31 décembre 1995

Généralités

1 Le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville («le Fonds») est un établissement public institué par la loi du 29 juillet 1993. La mission du Fonds comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation d'immeubles qui lui ont été cédés dans cet objectif par l'Etat ainsi que l'aménagement des alentours. Le Fonds perçoit des loyers afférents aux seuls immeubles loués aux particuliers. Les opérations à réaliser par le Fonds sont reconnues d'utilité publique.

2 Le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts au profit de l'Etat et des communes et aucune obligation ne lui est faite quant à la présentation de ses états financiers annuels.

3 Bien que la loi du 29 juillet 1993 instituant le Fonds ne prévoit pas de vérification des comptes annuels par un réviseur externe, le comité-directeur du Fonds a jugé utile de soumettre à l'examen d'un réviseur les comptes annuels de 1995.

Règles d'évaluation

4 Les principales règles d'évaluation appliquées par le Fonds peuvent être résumées comme suit:

(a) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs immobilisées sont portées à l'actif du bilan à leur prix de revient. Les amortissements sont pratiqués sur base de la méthode linéaire aux taux généralement admis. Les principaux taux d'amortissement annuels sont les suivants:

(i) Immobilisations incorporelles

– Licence	25 %
-----------	------

(ii) Immobilisations corporelles

– Autres installations, outillage et mobilier	10 à 20 %
---	-----------

(b) Stocks – Immeubles en cours de rénovation

Le stock des immeubles en cours de rénovation est valorisé à la valeur d'apport par l'Etat, correspondant à la valeur estimée à cette date par l'Administration des Bâtiments Publics et tient compte des coûts de rénovation effectués. Ce stock reprend indistinctement les immeubles destinés à la location et à la vente, l'affectation de ceux-ci n'intervenant qu'à l'achèvement du projet auquel ils se rapportent.

Dotations en capital

5 Conformément à la loi du 23 juillet 1993 portant création du Fonds, l'Etat a cédé au fonds le 1^{er} octobre 1994 quatre îlots d'immeubles désignés par la loi précitée, représentant une valeur déterminée par l'Administration des Bâtiments Publics à LUF 939.195.000.

Dettes envers des établissements de crédit

6 Ce poste représente une ligne de crédit de LUF 50.000.000 utilisée à hauteur de LUF 7.580.450 à la date de clôture et une avance à terme, accordé par le même établissement de crédit, pour un montant de LUF 50.000.000.

Fonds de Rénovation de la Vieille Ville

Notes aux comptes annuels au 31 décembre 1995 (Suite et fin)

Conformément à la loi du 29 juillet 1993, ces dettes bénéficient de la garantie de l'Etat qui en assure les charges d'intérêts. En conséquence, les charges d'intérêts supportées au cours de l'exercice sont refacturées à l'Etat et présentées en produits exceptionnels.

Mouvements de l'actif immobilisé

7	Valeur brute 31.12.1994 LUF	Acquisitions/ Cessions LUF	Valeur brute 31.12.1995 LUF	Corr. valeur cumulée 31.12.1995 LUF	Valeur nette 31.12.1995 LUF
Immobilisations incorporelles					
– Licences	155.250	–	155.250	(77.626)	77.624
Immobilisations corporelles					
– Autres installations, outillages et mobilier	622.088	196.779	818.867	(204.068)	614.799
	<u>777.338</u>	<u>196.779</u>	<u>974.117</u>	<u>(281.694)</u>	<u>692.423</u>

Stocks - Immeubles en cours de rénovation

8 Ce montant représente le stock d'immeubles cédés par l'Etat que le Fonds a pour mission de restaurer, transformer ou adapter et actuellement en cours de rénovation.

Variation du stock d'immeubles en cours de rénovation

9 Ce poste représente les mouvements sur stocks résultant de l'activation de frais de rénovation de bâtiments entre 1995 et 1994.

Autres charges externes

10 Ce poste est essentiellement composé de frais d'experts liés à la rénovation des bâtiments.

Charges exceptionnelles

11 Ce poste est représenté par des frais liés à des recherches archéologiques prises en charge par le Fonds.

Impôts et taxes

12 Conformément à la loi du 29 juillet 1993, le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et de la ville.

